Vol. 4 No. 44 • Du 18 mai au 24 mai 2011

Haiti: 10gdes / USA: $1.00 / France 1.50 / Canada: $1.50



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



ORDONNANCE OU INVESTITURE DE MARTELLY ?

Voir page 4

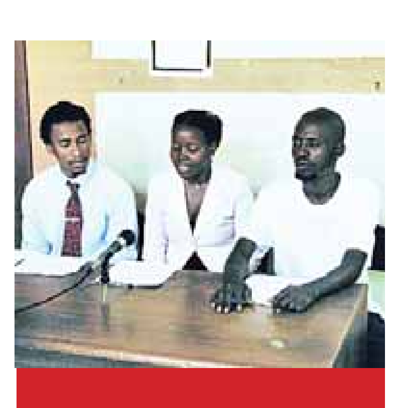
Le 56e président d'Haïti, Joseph Michel Martelly et son épouse Sophia. Les cérémonies d' investiture de Sweet Micky se sont déroulées dans l'indifférence de la population



MULET S'EN VA, LES FORCES D'OCCUPATION DEMEURENT !

Voir page 4

Les forces d'occupation de l'ONU, connues sous le label de Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haiti (Minustah)









HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

L'installation de Martelly : propos obscurs et menaces voilées!

Par Berthony Dupont

Au moment où tous les peuples du monde luttent pour leur indépendance politique et économique, le néo-colonialisme revient à la charge en Haiti et se décide à s'y installer cette fois avec plus de férocité et de voracité pour continuer tout simplement à profiter des richesses du pays au détriment des enfants légitimes de la terre de Dessalines.

Il faut mettre à son crédit la manifestation qui a eu lieu le samedi 14 mai pour hisser au timon des affaires de l'Etat haïtien, l'agent patenté des Etats-Unis, le musicien Michel Martelly, et qui fait plus que honte. En fait, c'est une menace flagrante pour la survie du pays et qui mérite constamment qu'on se penche là-dessus et surtout sur son allocution qui prouve une énième fois encore à quel niveau de dégradation et de dégénérescence le lumpen politico-national est arrivé. Du reste, la situation confine désormais à l'absurde ouvrant sur un néant se perpétuant en termes coloniaux : plus le pays continue sa descente aux enfers, plus les Etats-Unis consolident leur mainmise sur le pays et plus ils s'enrichissent.

Beaucoup de gens ont critiqué le discours *tètanba* de Martelly. Mais à quoi de mieux devait on s'attendre de la part de quelqu'un qui ne peut offrir ni donner ce qu'il n'a pas, si ce n'est que plagier les recommandations de Clinton et d'Edmond Mulet. Ce dernier a par ailleurs laissé le pays en triomphateur après une mission selon lui bien accomplie, un travail bien fait qui lui assure déjà une promotion à l'ONU, quitte, le cas échéant, à aller poursuivre l'expérience de la Minustah sous d'autres cieux, dans un autre petit pays, en Afrique par exemple pour continuer la sale besogne des grandes puissances exploiteuses.

L'allocution de Martelly, en fait, n'a été rien d'autre qu'une enfilade de slogans collés à l'emporte pièce sans perspective d'avenir, voire de feuille de route gouvernementale. Franchement c'était tourner le pays en dérision, et même lui infliger un affront à la veille de la commémoration de notre bicolore. Sans oublier les provocations, les menaces de répression à peine voilées à l'adresse de quiconque s'opposerait éventuellement à son gouvernement. D'avoir entendu les propos de Martelly, c'est déjà flairer que les acquis démocratiques gagnés à la sueur de nos luttes sont à l'heure actuelle en péril. Face à cette situation du pire, qu'est ce qui nous attend au bout du compte ?

Il est parfaitement inutile de s'interroger sur la ligne politique que suivra le fantôme Sweet Micky, puisque – rappelons-le – son directeur de campagne présidentielle n'a été personne d'autre que Damian Merlo, un individu qui a travaillé non seulement pour l'Institut républicain international (IRI) mais également pour le réactionnaire cubain Otto Reich, un ancien combattant de l'Iran-Contra et partisan farouche des coups d'Etat en Haiti, au Venezuela et au Honduras.

Ce n'est pas le fruit du hasard si tel ou tel autre dirigeant d'un pays quelconque n'a rien réalisé pour son peuple. Cela n'arrive pas par chance ou par malchance. Tout s'explique, rationnellement, dialectiquement. Aussi, depuis belle lurette, dans les colonnes de ce journal, nous tirons la sonnette d'alarme pour montrer quelle face aura un régime Martelly. Prophète de malheur ? Pas du tout. Au contraire, c'est parce que nous savons avec qui nous avons affaire et dans l'intérêt de qui Martelly travaille. La politique est une science et l'histoire est toujours là avec des références sur telle ou telle orientation politique. De plus *joumou pa janm donnen kalbas*. Tout récemment quand Martelly a été convoqué à Washington, la position d'Hillary Clinton à son égard a été on ne peut plus claire : « *nous sommes derrière vous* ». Sachant que les impérialistes historiquement, n'ont jamais rien réalisé de positif et de constructif partout où ils ont posé leurs griffes, n'ont jamais travaillé au droit à l'autodétermination et au libre développement des peuples, on devine bien quel rôle a déjà été assigné à Martelly.

En passant, si les forces impérialistes principalement les Etats-Unis ont vomi Préval malgré sa politique de l'échine courbée et de la vente du pays, et l'ont humilié en le forçant à laisser tomber Jude Célestin, ce n'est pas précisément à cause de ses pratiques de corruption et de son impopularité, mais pour d'autres raisons dont l'une, fondamentale, a été son double jeu : sa participation aux rencontres de l'Alba et surtout son alliance avec la PetroCaribe de Chavez tout en prônant les pratiques néolibérales. C'est ce qui ressort des fuites organisées par Wikileaks.

C'est dans ce contexte qu'on doit comprendre tout le pouvoir donné à Martelly et les raisons pour lesquelles le bonhomme flaire avec tant de volupté les aisselles du capitalisme et le plan néo-libéral. L'empire s'est battu du bec et des ongles pour le mettre au pouvoir en succession de Préval. Dans ce cas, l'homme ne saurait être qu'un *restavèk* à plein temps, jouissant entièrement de la confiance placée en lui.

C'est dans cette perspective qu'il faut appréhender la réalité des menteurs, fossoyeurs, mercenaires sous couvert de leaders, dressés pour bafouer les peuples et combattre leur détermination de lutte pour leur libération. En vérité, ces laquais n'arriveront jamais à faire plier le peuple haïtien, qu'ils se nomment Stanley Lucas, Chamblain, Guy Philippe, Wyclef, Sweet Micky, ou autres. Ils manquent d'envergure, ils finiront par se démasquer aux yeux du peuple dont la lutte pour un avenir meilleur ne saurait faire marche arrière !

Un nouveau gouverneur pour le nouveau président en Haïti



Le chilien Mariano Fernandez et Hillary Clinton

Jackson Rateau

Dans un communiqué émané du secrétariat général des Nations Unies à New York et rendu public le lundi 16 mai 2011 dernier, le chilien Mariano Fernandez, 66 ans, a été nommé Chef de la Mission des Nations Unies pour la Stabilité en Haïti (MINUSTAH) en remplacement du guatémaltèque Edmond Mulet dont le mandat arrivera à terme le 31 mai prochain. Selon le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon qui a exprimé sa profonde gratitude à son émissaire en pays conquis, Edmond mulet avait largement contribué aux efforts de l'ONU en Haïti après le séisme du 12 janvier 2010.

Retenons que l'occupation d'Haïti par les colons de l'ONU, travaillant dans l'ombre pour les Etats-Unis, est devenue une tache indélébile souillant l'histoire du peuple haïtien. Une sorte de honte qu'il

Suite à la page (18)

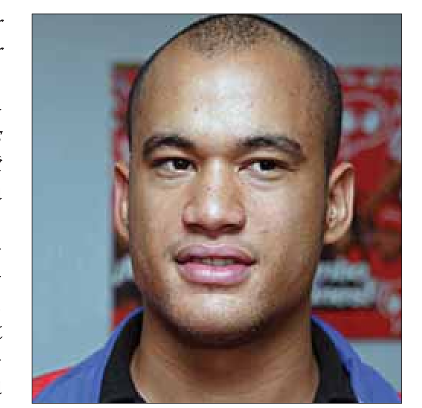
Le Venezuela maintient son soutien au peuple haïtien

Dans un message de solidarité avec le peuple haïtien, le gouvernement de la République bolivarienne, à travers son président Hugo Chavez, a déclaré lundi être tenace quant à l'assistance au peuple haïtien dans ses calamités. En effet, le vice président du Conseil des Affaires Sociales au Venezuela, Hector Rodriguez, a confirmé la volonté du gouvernement vénézuélien de poursuivre ses efforts dans le cadre de la reconstruction d'Haïti. Sur la chaîne de nouvelle d'Amérique Latine, Monsieur Rodriguez a fait la déclaration suivante : « *le Venezuela va continuer à travailler pour la dignité et la vie de ce pays frère pour qu'Haïti puisse continuer à aller vers l'avant* ».

« *Nous avons une dette historique à payer à nos frères et sœurs d'Haïti, car ils nous ont aidés à libérer notre Amérique Latine* », a poursuivi le responsable.

Selon certaines presses haïtiennes, proches du nouveau président haïtien, Sweet Micky Martelly, la déclaration du gouvernement vénézuélien coïncide avec l'événement de l'investiture du nouveau président haïtien. Mais, en réalité, cette déclaration adressée directe

Suite à la page (18)



Le vice président du Conseil des Affaires Sociales au Venezuela, Hector Rodriguez

Décaissement des fonds d'allocation pour les boursiers haïtiens à Cuba

Depuis la première semaine du mois de mai 2011, 145 boursiers haïtiens, étudiant à l'Ecole de médecine Latino Américaine (ELAM) à Cuba, avaient investi les locaux de l'Ambassade d'Haïti à la Havane pour forcer le gouvernement haïtien à décaisser leurs allocations mensuelles de 50 dollars US qu'ils n'ont pas reçus depuis 4 ans (2007). Ils ont été renforcés par un groupe de 450 autres boursiers qui étudient à Santiago de Cuba. Ces derniers, eux aussi, n'ont pas reçu leurs allocations mensuelles de 50 dollars US en raison des restrictions sur les transferts d'argent à la République de Cuba.

Toutefois, le ministre des haïtiens vivant à l'étranger, Edwin Paraison qui a travaillé sur le dossier à côté d'autres ministères (le Ministère des Finances et celui de la Planification), a fait savoir que les étudiants ne sont pas formellement des boursiers de l'Etat haïtien, et qu'en dépit de tout, la sensibilité du gouvernement haïtien à vouloir résoudre ce problème le porte à décaisser 450 mille dollars US. Ces fonds ont été débloqués par les ministères cités plus haut le 12 mai 2011, juste un jour avant la démission du Premier ministre haïtien, Jean Max Bellerive.

L'issu d'un contrat signé entre le gouvernement haïtien et une compagnie privée dont on n'a pas révélé son nom, va permettre aux 450 boursiers de Santiago d'opérer le retrait de leurs allocations à partir des guichets électroniques.

Mulet s'en va, les forces d'occupation demeurent !



M. Edmond Mulet au centre, posant avec un groupe de journalistes dont Jean Venel Casséus, Valéry Numa, Gary Pierre-Paul Charles, Rotchild François Junior et Guyler C. Delva, lors de la soirée de la honte organisée par SOS Jounaliste en l'honneur du chef de l'occupation

Par Yves Pierre-Louis

L'un des représentants de l'International le plus contesté ces dernières années en Haïti a été Edmond Mulet, le représentant du Secrétaire général de l'ONU et chef civil des forces d'occupation de l'ONU, connues sous le label de Minustah. A ce titre, il a à deux reprises, occupé ce poste. Il était en Haïti en 2006-2007 puis revenait deux jours après le séisme du 12 janvier 2010 et le 14 janvier en remplacement d'Hedi Annabi décédé sous les décombres de la catastrophe du 12 janvier. Depuis lors, il a passé 14 mois à la tête de la Minustah. Il n'a raté aucune occasion pour s'ingérer dans les affaires internes du pays, qu'il se soit agi des soulèvements populaires contre l'ancien président René Préval, des élections/sélections ou des manifestations exigeant le départ des forces d'occupation de l'ONU, vectrices de la propagation de l'épidémie de Choléra en Haïti au début du mois octobre 2010.

En tant que représentant direct des puissances impérialistes et néolibérales, il a toujours travaillé avec les représentants de l'idéologie dominante pour maintenir la marginalisation des masses populaires défavorisées, garder les laissés-pour-compte, les damnés de la terre dans l'exclusion la plus abjecte ce qui donne droit à l'organisation des Nations Unies de classer Haïti comme seul et unique pays de l'Amérique au rang de Pays Moins avancé (PMA). Mulet a passé tout son temps à collaborer avec les laquais locaux de ces puissances contre les exploités.

En ce sens, en leur nom et Non à celui de toute la Nation haitienne, ces serviteurs ont organisé une semaine avant son départ une cérémonie d'adieu en son honneur. Au cours de ce mois de mai, la Chambre de commerce et de l'Industrie d'Haïti (CCIH) a offert un buffet traditionnel en honneur de Edmond Mulet pour services rendus à ladite minorité.

Plusieurs ambassadeurs et le président Michel Joseph Martelly étaient présents à cette cérémonie, devant lesquels, Edmond Mulet eut à déclarer : *« Haïti est sur le point de se relever, je vous encourage à travailler avec le Parlement et l'Exécutif. Je voudrais vous remercier pour votre amitié et votre appui au cours de ces 17 derniers mois. »*

Quant aux réactions du peuple haïtien à son endroit, concernant les graffitis le ciblant directement dans les rues, il s'était dit honoré de ces qualificatifs. : *« Il y a des graffitis de mon nom dans les rues, je les considère comme des médailles d'honneur. »* disait Mulet. Effectivement, au cours de l'année 2010, le nom de Edmond Mulet a figuré sur tous les murs, tantôt contre son ingérence dans les affaires politiques internes, tantôt en l'assimilant à l'épidémie de Choléra : *« Choléra ! Edmond Mulet Raciste ! »*

Le jeudi 12 mai, dans son allocution de départ et de mission accomplie, Edmond Mulet a rappelé des moments tristes qu'il a vécus en Haïti, notamment l'après tremblement de terre du 12 janvier 2010. Il était l'un des représentants de l'International arrivé à Port-au-Prince le 14 janvier, *«je fus désarmé par l'ampleur de la dévastation. Les images des décombres et des milliers de morts jonchant les rues m'accompagneront pour toujours. La Minustah vivait elle-même une tragédie dans la tragédie : 102 personnels des Nations Unies avaient perdu la vie. La mission était à l'image du pays, effondrée enfouie sous la poussière, plongée dans la douleur et le silence de la mort, dans la souffrance et le traumatisme brutal»*, a rappelé Mulet.

Sur le plan politique et économique, selon Edmond Mulet deux grandes causes sont à la base de la faiblesse des institutions étatiques haïtiennes : l'instabilité politique et l'absence d'Etat de droit. *« Depuis trop longtemps, Haïti est aux prises avec une instabilité chronique qui gangrène les opportunités de développement économique et social. Cette instabilité est entre autres due à la polarisation excessive de la politique. Historiquement, certains acteurs politiques ont cherché à diviser la nation de manière démagogique. Trop souvent aussi, certains ont préféré l'entêtement ou l'opposition stérile plutôt que la recherche de solutions communes aux véritables problèmes de la population. Enfin l'instabilité politique est également le résultat de la primauté des intérêts particuliers sur les intérêts communs. Pour stabiliser durablement le pays, ses dirigeants politiques, sociaux et économiques devront davantage prendre en compte l'intérêt national. Il convient notamment de sortir la majorité de la population de la pauvreté absolue »*, a-t-il dit.

En outre, l'établissement d'un Etat de droit comme solution à la corruption, à l'impunité, au respect de l'ordre constitutionnel et la continuité du processus démocratique a été enseigné aux dirigeants politiques haïtiens. *« L'Etat de droit, sur le plan institutionnel, c'est bien sûr la Police, les prisons, la justice. L'Etat de droit, c'est aussi une gestion de la chose publique en fonction de normes de lois et de règlements. L'Etat de droit repose également sur un cadastre, un Registre d'Etat Civil, un code de l'Habitat et de la construction, des lois commerciales, etc. C'est aussi la capacité de l'Etat à percevoir des taxes et des impôts, à garantir un niveau de sécurité juridique pour promouvoir l'entreprenariat, les investissements et la création d'emplois, afin de faciliter le développement économique. L'Etat de droit enfin, c'est un système qui ne tolère pas l'impunité et la corruption et qui s'assure que tous les citoyennes et citoyens sont égaux devant la loi et que tous disposent d'un accès à la justice. »*, a-t-il ajouté.

Alors Edmond Mulet a fait semblant d'ignorer le rôle des grandes puissances impérialistes et néocolonialistes dont il était le représentant dans la situation d'instabilité politique qu'a connue Haïti depuis des décennies. Depuis la chute de la dictature des Duvalier en 1986, quelles mains invisibles

Suite à la page (17)

Ordonnance ou Investiture de Martelly ?

Par Yves Pierre-Louis

Les cérémonies d'investiture du président élu Michel Joseph Martelly se sont déroulées dans l'indifférence de la population et dans le noir d'une Chambre hostile, le samedi 14 mai 2011. Dès huit heures du matin, les deux (2) branches du Pouvoir Législatif étaient réunies en Assemblée Nationale, comme le veut ce qui reste de la Constitution haïtienne pour recevoir le serment du président de la République. Au moment où le président de l'Assemblée Nationale lui passait l'écharpe présidentielle, un court-circuit a brutalement interrompu le déroulement de la prestation de serment. En dépit de cette panne électrique très courante dans tout le pays, le 56e président d'Haïti, Joseph Michel Martelly a pu prêter serment dans une Chambre éclairée par les flashs des caméras. Un incident qui a provoqué pas mal de commentaires et de réactions. Certains estiment que c'est un signal clair envoyé au chef de l'Etat. Pour d'autres, c'est une simple coupure de l'électricité. De toute façon, le président de la Chambre des députés, Saurel Yassainthe décline toute responsabilité et le commissaire du gouvernement de Port-au-Prince, Harrycidas Auguste a procédé à l'ouverture d'une enquête sur cette affaire combien bizarre.

Devant les *« représentants du peuple haïtien »*, le nouveau président Michel Joseph Martelly a prêté le serment traditionnel : *« Je jure, devant Dieu et devant la Nation d'observer fidèlement la constitution et les lois de la République, de respecter et de faire respecter les droits du peuple haïtien, de travailler à la grandeur de la patrie, de maintenir l'Indépendance nationale et l'intégrité du territoire. »*

Après sa prestation de serment, le président s'était rendu au Musée du Panthéon National d'Haïti (MUPANAH) pour déposer une gerbe de fleurs à la mémoire des ancêtres. Puis il s'est rendu sur les décombres du palais national où il a reçu le Te Deum solennel et là il a délivré son premier message à la Nation. Sur la cour du Palais national, le célébrant principal, Mgr. Louis Kébreau, Archevêque de l'Archidiocèse du Nord d'Haïti et président de la conférence épiscopale d'Haïti, de l'Eglise catholique romaine a pris le soin d'exhorter le nouveau président à mettre en place une politique fondée sur la justice sociale, l'honnêteté, le progrès, la récupération de la souveraineté nationale hypothéquée depuis trop longtemps et le respect des droits de l'homme. Dans son homélie de circonstance, il a encouragé la nouvelle équipe qui va tenir les rênes du pouvoir à se montrer à la hauteur de la tache qui lui a été confiée.*« La passion de l'argent et du pouvoir…..devant une telle dégradation ; s'accuser réciproquement ou battre chacun sa coulpe ? » Il aprofité pour denoncer la Communauté Internationale « il nous faut paisiblement nous interroger sur l'influence réelle de la présence de l'aide externe ou extérieure dans nos affaires et sur nos affaires ; bienfaits et méfaits sont à peser et soupeser froidement, car souvent, dans le cadre de ce qu'on appelle de nos jours le devoir d'ingérence, Haïti risque de devenir un produit mis aux enchères…… l'heure est venue de nous réapproprier notre destin hypothéqué, la souveraineté nationale mise à mal, notre identité noyée dans des cultures qui nous déracinent des valeurs qui, dans le passé, favorisait la liberté et la prospérité de la nation. »*

Dans son discours d'investiture, le président Michel Joseph Martelly a fait savoir que ses promesses allaient être respectées. Sur le plan politique, il promet de rétablir l'ordre et la discipline : *« Aux autorités judiciaires et policières, mwen di : pran men nou. Mwen renouvle nou konfyans mwen. Mwen di ase kidnapin nan peyi a, ase vyolans sou fanm, ase assasinay sou pitit peyi a, sou polisye, ase enjistis sou popilasyon an. Nous allons rétablir l'autorité de l'Etat, l'Etat de droit. L'ordre et la discipline devront régner sur toute l'étendue du territoire national, sur le pays tout entier. »*

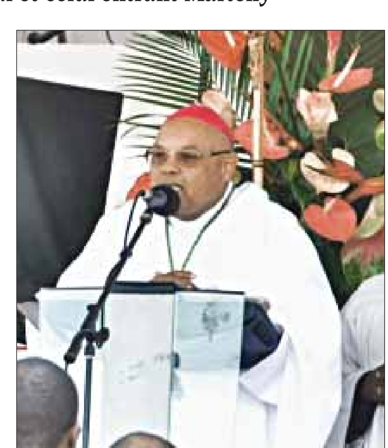
En ce qui a trait à l'économie du pays, il a misé sur l'investissement



De gauche à droite Elizabeth Delatour Préval, René Garcia Préval, Michel Martelly et Sophia Martelly, les activités de la passation de pouvoir entre le président sortant, Préval et celui entrant Martelly



Martelly et le chef de la police Mario Andresol



Le célébrant principal, Mgr. Louis Kébreau, Archevêque de l'Archidiocèse du Nord

étranger et sur la classe moyenne pour le redressement des infrastructures économiques du pays : « *Nan enstabilite, yon peyi pa ka mache paske lajan pa ka antre, ki vle di pa gen travay, ki vle di mizè pi rèd. Nan sekirite ou jwenn stabilite, ki vle di rekòl peyizan yo, yo pap vòlè l, bèf li ou pap senyen li, timachann nan travay lajounen kou lannwit ou pa ka mache pran kòb li, tè moun ou respekte sa ou pa ka monte sou li, fòk byen moun ka respekte pou envestisè ka pran konfyans, antre vin envesti, vin konstwi, pou n ka jwenn devlopman n ap chache pou nou ka sòti nan mizè, pou nou ka viv yon lòt jan. Yon Ayiti kote klas mwayèn lan pral pwospere, paske se klas mwayen la, ki se motè ekonomi yon peyi. »*

Sur le plan social et moral, il a poursuivi pour dire : *« yon sosyete san moral, yon sosyete san valè, se tankou yon machin san chofè. Yo di nou san moral, se paske nou te rete nan lari a san edikasyon, paske yo pa t sonje nou kòm moun. Jodi a mwen di n ap mete tout timoun lekòl gratis. Yo di mwen fou paske mwen di lekòl gratis e byen m gen nouvel pou nou non sèlman m ap mande lekòl gratis men mwen pral goumen pou lekòl la obligatwa. Se konsa pou retire timoun yo nan lari, se konsa, yon lidè responsabilite, se konsa pou Ayiti sòti nan mizè. »*

Sur la question des manifestations des rues revendiquant de l'éducation, de la santé, de la nourriture, du travail, la justice, du logement ; contre l'impunité, l'occupation, le plan néolibéral, injustice sociale et autres, Michel Martelly a lancé une mise en garde en ces thèmes : *« Sa a, mwen pap negosye li et si you nom kompran ke ou pral vin met dezòd , vin fè , nan voye wòch chirepit, kraze brize, kreye enstabilite pou fè peyi a pa ka mache, mwen regrèt sa pou ou, lajistis ap sèvi avè w , lajistis ap aji kòm sa dwa. »* a-t-il averti.

Sur ce point, il semble oublier qu'il était lui-même, un fauteur de trouble en plusieurs occasions. En 1991, son nom a été cité, faisant partie de l'armée « Nindja » ; en 2003-2004, dans le mouvement « grenn nan bouda » (GNB) qui a abouti au coup d'Etat/kidnapping contre un président démocratiquement élu, Jean Bertrand Aristide. Et plus près de nous, les 7, 8 et 10 décembre 2010, suite à la publication de la mascarade électorale du 28 Novembre, des bureaux d'un parti politique, des bureaux de l'Etat, des voitures ont été incendiés, des magasins pillés. Des fauteurs de troubles ont contraint la fermeture de l'aéroport de Port-au-Prince pendant presque une semaine, troublant ainsi l'ordre républicain. On doit rappeler au président que la liberté, le droit à la manifestation

Suite à la page (18)

Remerciements (21 mai)

Je remercie de tout cœur les organisateurs de l'activité culturelle du 21 mai en cours en mon honneur (annoncée chaque semaine dans le Journal « Haïti Liberté »). J'embrasse cette activité comme une célébration de l'amitié, de la vraie culture nationale haïtienne, en solidarité avec les victimes du séisme de janvier 2010 et avec la lutte pour la libération d'Haïti.

I heartily thank the organizers of the current May 21st cultural activity in my honor (that the newspaper "Haïti Liberté" has been advertising every week). I embrace this activity as a celebration of friendship, of the true Haitian national culture, in solidarity with the victims of the January 2010 earthquake and in solidarity with the struggle for the liberation of Haiti.

Mwen remèsye ak tout kè m òganizatè aktivite kiltirèl 21 me sa a pou onore m (avèk yon piblisite ki parèt chak semèn nan «Haïti Liberté»). Mwen anbrase aktivite sa a tankou oun selebrasyon lamitye, oun selebrasyon veritab kilti nasyonal aysyen an, an solidarite avèk viktim tranblemanntè janvye 2010 la e an solidarite avèk lit pou liberasyon Ayiti.

Franck Laraque

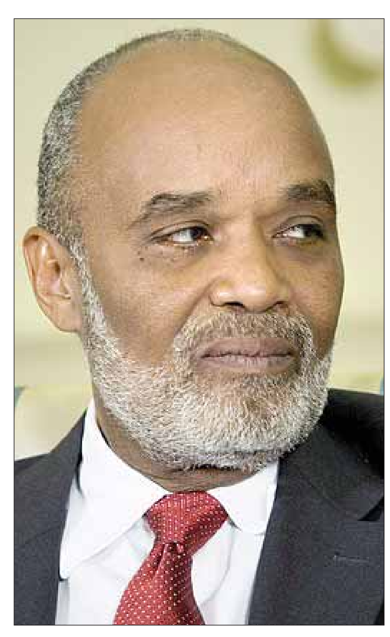
Sa pi rèd

Par Fanfan La Tulipe

Il était une fois ma grand-mère paternelle. J'ai appris à vous la faire connaître à travers cette rubrique dont elle a été souventes fois l'inspiratrice. Ses bons mots m'ont souvent aidé à bâtir une introduction à mes articles. *Granmè* – ainsi nous l'appelions – écoutait patiemment l'interlocuteur ou l'interlocutrice, prenait la peine de poser quelques rares questions et après avoir bien sucé la substantifique moelle de la conversation, elle sortait une de ces formules lapidaires qui à la fois résumait sa compréhension de l'histoire racontée et tenait lieu d'opinion. Ainsi, après avoir écouté le récit de l'assassinat de cette famille Désinor dont on avait attribué la paternité intellectuelle à un frère du président de l'époque elle avait conclu: «*sa pi rèd*». C'était dans les années 50.

Soixante ans plus tard, *Granmè* aurait encore eu l'occasion de sortir cette formule qu'elle aurait collée à maints épisodes politiques d'un passé pas trop éloigné ou qui même fait encore l'actualité. Et j'ose utiliser le néologisme «sapirèdisme» pour donner vie à la mémoire de ma grand-mère et force à ses propos, et aussi pour ouvrir une modeste fenêtre sur sa philosophie de la vie, sa façon simple, courte et décisive de voir les choses et de résumer sa pensée.

Il a fallu cinq trop longues et douloureuses années pour finir par bien cerner le ticouloutisme, le manfoubinisme, le je-m'enfoutisme, la roublardise, la sournoiserie, la fourberie, les coquineries, les faufilances, les silences, les manigances, les trompances de René Préval à «brasser» dans l'ombre pour se perpétuer au pouvoir par personne interposée. Cinq longues années à observer l'homme faisant des filalangues à un peuple qui avait cru en sa «marassatude» pour l'aider à «passer de la misère à la pauvreté digne». Cinq pénibles années à «donner le cigare» à un peuple qui n'avait pas besoin de tabac présidentiel mais bien de dignité, de paix et surtout d'au moins un bon repas chaud par jour. Cinq sadiques années à encourager le petit peuple à nager seul, à se noyer en réalité, tout en le regardant dans les yeux. Pour un chef d'Etat responsable, *sa pi rèd*.

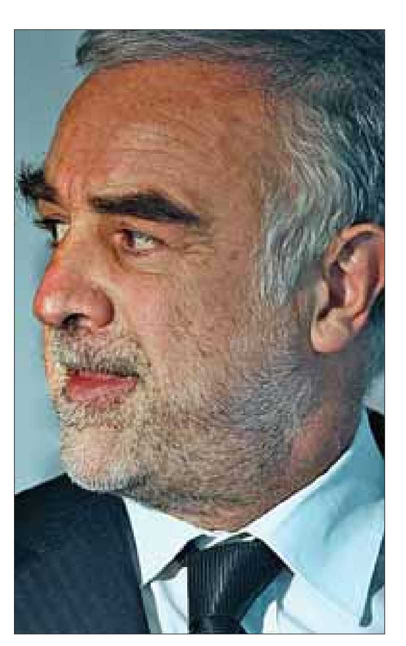


Il a fallu cinq trop longues et douloureuses années pour finir par bien cerner le ticouloutisme, le manfoubinisme, le je-m'enfoutisme, la roublardise, la sournoiserie, la fourberie, les coquineries, les faufilances, les silences, les manigances, les trompances de René Préval

Après le 29 février 2004, les cercles progressistes avaient pensé que le pays avait atteint les bas-fonds de l'indignité avec un Premier ministre Latortue qui, remplissant – sans dignité aucune – son rôle de valet de l'empire avait osé qualifié de «combattants de la liberté» des mercenaires à la solde de la bourgeoisie qui eut vite fait de les lâcher après leur avoir demandé de faire pour eux le sale boulot de déstabilisation d'un gouvernement légitime. Ainsi, l'ex-sergent Ravix Rémissainthe, commandant autoproclamé des militaires démobilisés, militaire au zizi regonflé, s'était fait liquider le 9 avril 2005, avec au moins 2 de ses hommes, à Port-au-Prince au cours d'affrontements avec la police dans le secteur de Delmas. *Sa a pi rèd* pour un ex-militaire, devenu mercenaire et qui se voyait déjà chef d'état-major d'une armée d'Haïti remobilisée à sa convenance et à sa pointure. Quant à un certain Guy Philippe, il est encore obligé de continuer à se terrer dans son patelin du Sud de l'île, avec *men nan machwè*, quand il n'est pas soi-disant recherché par la DEA américaine.

Non, on avait pas encore atteint ces bas-fonds. Après une période passée en hélas à vilipender le régime d'Agésilas Latortue, il a fallu crier holà sur Attila Préval : le comble de l'indécence, de l'impudence, du cynisme, de l'immoralité à laisser fleurir la corruption, le vice, l'inconduite administrative, le dévergondage politique, le laisser-grennen ministériel, le vol des deniers de l'Etat; à fermer les yeux sur le détournement criminel de fonds octroyés par la Petrocaribe, à promouvoir la fraude de façon systématique au niveau électoral, à coopter de façon éhontée des politiciens – vils et véreux sans doute – qu'il a détournés de leur parti politique, à se balader sans honte et sans gêne aucune à Washington et à l'ONU avec un *kwi* à la main, et finalement à traiter quasiment avec mépris et négligence grave les milliers de victimes du tremblement de terre du 12 janvier 2010 vivant encore dans des conditions infrahumaines. Du jamais vu dans l'histoire du pays. *Sa pi rèd*.

A partir du 27 septembre 2010, date de l'ouverture officielle de la campagne électorale pour les présidentielles et les législatives en Haïti, a commencé à se dérouler un mauvais feuilleton politico-électoral marqué par: la présence bouffonne de 34 candidats à la présidence, l'indécision de plateformes politiques à prendre une décision à participer aux joutes à six jours de l'ouverture de la campagne électorale ; la fougue d'autres groupuscules à donner tête baissée dans le piège à cons ; les allées et venues intempestives du candidat du pouvoir Jude Célestin ; l'inscription quasiment inattendue et surprenante des musiciens Michel Martelly et Wyclef Jean dont on ne sait comment ils avaient pu s'embarquer dans la galère électorale ; rejet de candidatures par le CEP ; rencontres *tètchat* entre le président Préval et divers candidats à la présidence; déclarations *tètbòbèch* de ces mêmes candidats à la presse; agitations, gesticulations, excitations, manipulations, malversations de la part tant des *machòkèt* du CEP que des candidats *malpouwont* et de leurs partisans ; offre par le président Préval d'une voiture blindée à une candidate dont le blindage politique ne semblait pas à l'épreuve des bazookas à l'uranium appauvri de



Luis Moreno-Ocampo, le procureur en chef de la Cour Criminelle Internationale (ICC)

vieux renards plus machiavéliques que cette ancienne de Ste Rose de Lima. Pour un cadeau empoisonné, *sa a te pi rèd*.

On en arrivera éventuellement au 28 novembre de la honte : bourrage d'urnes, agressivité des partisans et sympathisants de la Plateforme INITE, surenchères verbales des uns et des autres, invitation et incitation à voter en faveur de la plateforme INITE, violence, *lòbèy*, *mèvèy*, bataille, *makònay*, *bwouyay*, chamaille, pagaille, *deblozay*, bref tout un cortège mascaradant qui a porté tous les candidats sauf celui de l'INITE à réclamer l'annulation d'une bouffonnerie à nulle autre pareille parce qu'à leurs yeux *sa a te pi rèd*.

Puis, brusque coup de théâtre et retournement de deux candidats assurés de leur position en première loge par un certain proconsul Mulet ; *bri sapat* d'un groupe *bòkyè* dit des Douze sans aucune force de mobilisation sur le macadam, sans dents, sans *kanson*, dépourvus de bonnes boules, *ti boul suif*, *ti boul wòwòt*, *ti grenn berejenn* ; émergence au vu de tous, à grands tours de fesses, de l'homme des *meriken* et des médias pro-bourgeois, Michel Martelly alias Sweet Micky ; mise au pas sans pitié du CEP par l'OEA et élimination de la marionnette présidentielle Célestin ; deuxième tour de mascarade électoro-carnavalesque, deuxième intervention tambour battant et trompettes soufflantes de l'OEA et de la trop puissante communauté internationale clairement en faveur de Martelly ; finalement mort électorale de Madame Manigat dont les ambitions personnelles l'avaient poussée à faire confiance aux malfrats du laboratoire. *Sa pi rèd*.

Du côté international *sa pi rèd ankò*. De ses incisives colonialistes et de ses molaires néo-conservatrices, la doulce France décidait de broyer Laurent Gbagbo en Côte d'Ivoire et d'en jeter les os et la peau à son homme de paille Alassane Ouattara, homme de sac du FMI, homme de corde de la Banque mondiale, homme de confiance de la malveillance des coups fourrés économiques de la flibuste financière internationale. Enhardie par le coup ivoirien, la France décidait de se faire le valet des Etats-Unis et de l'ONU pour en découdre avec le leader libyen Kadhafi coupable de tenir tête aux missiles des empires coloniaux et néocoloniaux.

Madame Clinton, M. Alain Juppé, le Premier ministre britannique d'un commun et luciférien accord décidaient que Kadhafi devait partir au prix même de le taillader en mille morceaux au rasoir de leurs armes de destruction massive. *Sa a pirèd* : faire d'un chef d'Etat une pile de *ti sale* et de petites couennes! Luis Moreno-Ocampo, le procureur en chef de la Cour Criminelle Internationale (ICC) vient de déclarer au Conseil de Sécurité des Nations Unies du 5 mai qu'il préparait trois mandats d'arrêt pour des crimes contre l'humanité en Libye, à l'encontre du colonel Mouammar Kadhafi et de ses fils, après avoir déjà assuré qu'«*il n'y aura pas d'impunité en Libye*». En clair, Khadafi doit être jugé, comme Milosevic.

Pour donner raison à ma grand-mère, le gang à Obama, Panetta, Hillary et consorts avait apparemment pris en chasse active un gibier convoité depuis le petit Bush. Une traque de quelque huit mois. Quatre-vingts hommes d'élite. Des hélicos furtifs. Violation en rase-mottes de la souveraineté pakistanaise. Atterrissage en douceur dans la chambre à coucher de Ben Laden. On présume qu'il pouvait être dans la salle de bains avec l'une de ses trois femmes, peut-être même avec les trois ensemble. Ah ! ce musulman qui en aurait des leçons à donner au juif DSK : comment faire l'amour avec plusieurs femmes sans se fatiguer avant de se faire baiser par les Navy Seals.

Plaisir d'amour. Plaisir triple, multiplié par le crépitement des mitrailleuses des gars de la Navy. Chagrin d'amour qui a duré pendant seulement quarante minutes. Un homme qui ne résiste pas, il faut l'écrabouiller. Pan !Pan ! Pan ! En plein dans le ciboulot. Pour venger 9/11. Ça t'apprendra à défier l'Amérique. Baignades musulmanes rapides du cadavre. En route pour la haute mer. Dernière prière à bord d'un porte-avions pour implorer Allah. Et ops ! On te balance, sacrée vermine. On «enmère» Ben Laden dans l'océan. Pas de photos. Ni vu ni connu. Mission pourtant accomplie. Justice faite. Elections d'Obama assurées (peut-être). *Sa pi rèd*.

L'empire est devenu fou et le vampire suce le sang des autres comme il veut, quand il veut, où il veut et *jan li vle*. Personne n'est à l'abri. *Ba l pase, sa pi rèd*.

Mobilizasyon pou fè respekte dwa Timoun yo nan peyi Dayiti

Lendi 9 Me pase a deferan òganizasyon kouwè : ASR/SODIH, Biwo Avoka Entènasyonal (BAI), Fondasyon Kolezepòl pou Sove Timoun, Fondasyon Limyè Lavi, Moun Viktim Òganize (MOVI), Restavèk Freedom, te òganize yon konferans pou laprès pou sansibilize tout sektè nan lavi nasyonal la sou vyolasyon dwa ekonomik ak sosyal Timoun yo nan peyi Ayiti. Nan rekòmandasyon yo te fè, yo mande dirijan Leta yo pran tout dispozisyon pou fè respekte dwa Timoun yo jan konstitisyon peyi a egzije sa. : « Nan non òganizasyon sa yo ki te reyini, nou vle remèsye tout manm laprès ki fè deplasman an pou vin sipòte koz timoun yo. Nou se yon gwoup òganizasyon k ap travay sou dwa timoun. Jodi a, nou reyini pou nou ka pataje yon lis rekòmandasyon bay nouvo gouvènman ki gen pou monte jounen 14 me 2011 lan.

Respè pou timoun. Kijan nou wè kesyon lavi timoun an Ayiti. Fò timoun an Ayiti viv daprè lalwa. Ke li te Konstitisyon Ayiti, ke li te konvasyon entènasyonal yo, yo pa aplike youn nan yo pou respekte dwa timoun an Ayiti. Nou mande pou dwa timoun respekte tout bon. Paske timoun jodi, se granmoun demen. Anviwon 50% popilasyon an, an Ayiti se timoun. Sa vle di, timoun yo fè pati gwoup ki pi vilnerab, dwa yo plis vyole. Timoun te toujou sibi vyolans, men depi apre tranblemanntè a, plis tifi vin tonbe viktim zak vyòl. Daprè sa òganizasyon ki travay sou sijè a rapòte, plis pase 50% nan ka vyòl nan peyi a se tifi ki viktim. Mezanmi, avni timoun nou yo an danje, e n ap mande gouvènman Michèl Mateli a pou li mete dwa timoun yo kòm yon priyorite. Ayiti pap janm ka vanse si dwa timoun yo pase anba pye, si pitit peyi a paka ale lekòl, li pa an sekirite oubyen li paka manje.

Nou mande pou timoun jwi tout dwa yo genyen, dwa pou yo pwoteje menmjan ak tout timoun tout kote sou latè. Pou yo benefisye tout èd Leta dwe ba yo menmjan Konvansyon entènasyonal ak lwa peyi nou mande. Dwa lasante, edikasyon, lojman sosyal ak sekirite pou timoun yo mennen yon lavi ki pwòp. Nou menm òganizasyon kap defann dwa timoun, nou pap rete konsa, fòk nou pale pou mande gouvènman ayisyen an pran responsablite l, pran ka timoun yo, respekte dwa timoun yo, pou yo pa vin yon pyèj, yon malè pou peyi nou.

Rekòmandasyon jeneral

- Nou mande pou nouvo administrasyon an fè yon deklarasyon piblik pou denonse sistèm restavèk la kòm yon fòm esklavaj modèn.

- Kreye yon sant koreksyonèl oubyen sant fòmasyon pou mete timoun yo jan lalwa mande olye yo mete yo nan prizon. Konsantre plis sou reyabilitasyon, mwens sou pinisyon.

- Leta dwe mete sou plas asistans legal pou diminye detansyon prevantiv pwolonje. Pa selman pwogram kèk gwoup entènasyonal finanse pou kèk mwa.

- Nou mande jan yo kòmanse fè ak desen anime Sentaniz lan, pou mete sistèm sa a nan televizyon ak radyo sou fòm videyo, dokimantè, feyton ak espòt pou respè dwa timoun nan ka vilgarize. Egzanp, pwovèb kreyòl la ki di timoun se ti bèt. Mòd pawòl sa yo rann granmoun pa rekonèt ni respekte timoun yo gen dwa tankou granmoun yo. Itilizasyon radyo ak televizyon nasyonal sipoze yon zouti kle pou aprann granmoun rekonèt dwa timoun yo. Bay IBESR ak BPM jarèt pou yo fè travay pwoteksyon timoun nan peyi a kòm sa dwa. Sa vle di ba yo resous ki kalifye, mwayen finansye pou mete moun sou teren an pou yo kontwole, siveye, fè bonjan swivi sou tout ONG k ap travay nan domèn pwoteksyon dwa timoun yo. Gen twòp òganizasyon k ap travay nan peyi a sou menm sijè yo, san kowòdinasyon. Se IBESR ki ta sipoze fè kowòdinasyon sa yo.

Rekòmandasyon – Timoun nan konfli ak lalwa – Jean Ristil

Nou te rankontre Nono ki genyen 10zan, Stanley 13zan ak Mackendy ki genyen 9 van. Y ap mennen yon vi difisil, mizerab, chak jou yo nan lari a ap kouri dèyè machin pou siye pou yo jwenn 5 goud pou yo viv, paske paran yo pa kapab. Se menm timoun sa yo ki nan lari a ki nan risk pou tonbe nan restavèk, pou yo viktim vyòl, e k ap pase mizè nan prizon nan tout kwen peyi a.

Li pa nòmal pou yon timoun ap pase plizyè mwa, pafwa menm plizyè lane nan prizon san li pa janm jije. Leta gen obligasyon pou bay chak timoun ki gen pou parèt devan lajistis yon avoka konpetan ki pou defann li. Leta dwe mete sou plas asistans legal pou diminye detansyon prevantiv pwolonje.

Pa sèlman pwogram gwoup entènasyonal finanse pou kèk mwa. Leta sipoze louvri yon biwo asistans legal ki la sou plas pou tout tan, ki pou defann timoun yo ki nan konfli ak lalwa devan lajistis. Kreye yon sant koreksyonèl oubyen sant fòmasyon pou mete timoun yo jan lalwa mande olye yo mete timoun yo nan prizon. Konsantre plis sou reyabilitasyon, e mwens sou pinisyon. Lè yo mete timoun yo nan prizon avèk granmoun, se kònmsi se nan lekòl nou voye pou yo ale aprann krim. Lè timoun sa yo finalman soti nan prizon an, li pa etonan si timoun sa yo vin tounen kriminèl paske se sa yo te al aprann nan prizon an. Espesyalman lè yo mete timoun nan menm prizon oubyen nan menm selil ak prizonye granmoun yo.

Si leta pako ka louvri Santdakèy pou mete timoun ki nan konfli ak lalwa yo, leta sipoze mete lekòl klasik ak lekòl pwofesyonèl nan tout sant detansyon yo pou timoun yo ka kontinye al lekòl epi pou yo ka aprann yon bagay. Si se pa sa, se lave men siye atè n ap fè. Genyen 2 prizon nan peyi a ki gen pwogram sa yo, men paske se antite entènasyonal ki finanse pwogram sa yo, yo pa dirab. Se pou leta Ayisyen pran responsablite l pou li mete pwogram eskolè ak pwofesyonèl nan tout prizon timoun yo ye annatandan li bati Santdakèy pou yo.

Leta Ayisyen vyole dwa timoun yo daprè lalwa peyi a, ni daprè lwa entènasyonal lè leta kenbe yo nan prizon san jije. Anpil nan yo pase plis tan nan prizon ke yo tap pase si yo te jije epi kondane konvenableman.

Rekòmandasyon – Oscar

Gouvènman an vize pou voye timoun ki nan lari yo lekòl, sa a bon, men gouvènman an pa mansyone ki kote yo pral rete. Men kèk opsyon nou pwopoze:

Plase yo nan fanmi dakèy kote gouvènman an ap asire swivi timoun nan. Kreye kèk estrikti kote yo ka plase timoun yo nan yon sant pou ka fè edikasyon yo ak fòmasyon yo jouk rive nan matirite e gen zouti pou defann tèt yo. Fòk gouvenman an ka asire tranzisyon jèn sa ant Santdakey la e sosyete a pou l pa tounen kote l te ye avan an. Majorite viktim vyòl se timoun. E anpil nan yo sibi kidnapin, Nou mande pou Leta garanti sekirite sosyal ak seksyèl timoun yo. Leve timoun yo anba tant yo; men annatandan yo retire yo anba tant yo, mete polis nan tant yo, ak nan zòn popilè yo, Epi fè patwouy lapolis regilye nan kan yo, pou asire deplase yo santi yo an sekirite epi pou yo ka gen konfyans lapolis ap fè travay li.

Fè pi bon fòmasyon pou polisye yo ka reponn nan ka viktim vyolans seksyèl. Bay plis fanm polisye travay ak tifi ki viktim vyolans seksyèl.

Aprann polisye fason pou yo mennen ankèt efikas lè yon viktim vyòl pote yon plent.

Swit a mank enfrastrikti ki genyen sou tout teritwa peyi a, ki fè gen moun andeyò ak moun lavil. Ki fè Pòtoprens tounen yon vil de rèv oubyen yon pasaj oblije pou moun ka eklere. Oubyen anpil timoun vini paske yo rive nan yon klas ki pa genyen nan lekòl andeyò yo.

Rekòmandasyon:

Fòk ta gen bonjan desantralizasyon ki ap pèmèt tout ti vil pwovens devlope pou anpeche moun oblije vin pòtoprens pou lekòl, oubyen lè yo bezwen regle yon papye tankou ekstrè achiv.

Nou mande pou Leta mete lekòl nasyonal nan tout rakwen



Lendi 9 me 2011 konferans diferan òganizasyon pou respè dwa timoun : sòti agoch pou ale adwat Oscar Antoine, Nadine Augustin Paul ak Jean Ristil Jean Baptiste.

ak kantin eskolè ki fèt ak pwodwi lakay pou valorize travay latè. Alfabetizasyon pou tout moun.

Invèsite leta toupatou, ak yon edikasyon san fòskote nan tout lekòl. Li pa nòmal pou yon timoun malad, rive lopital, pou kote ki gen lopital ap pase mizè pou jwenn doktè.

Rekòmandasyon: garanti dwa lasante timoun yo. Mete lopital nan tout zòn rekile yo. Fè tout timoun jwenn aksè ak lasante ak manje.

Garanti aksè baz yo tankou : sekirite, sante, edikasyon, elatriye

NB : Ratifye deklarasyon kont timoun ki nan domestisite yo

Fè tout moun konnen gen yon òganis ki rele BPM yo ka rele lè gen problèm, tankou timoun y ap maltrete. Pale tout moun de atik 182 nan konvansyon pou dwa timoun ki pa dako ak okenn fòm eksplwatasyon ki ka egziste sou yon timoun. Atik 19 kòd travay la ki pwoteje tout timoun ki plase nan domestisite

Rekòmandasyon – Oscar

Swit a enplikasyon kiltirèl sistèm restavèk la genyen an Ayiti kote paran byolojik yo konsidere pitit la jwi yon privilèj nan restavèk. Epi tou fanmi dakèy yo konsidere tèt yo tankou yon sovè pou timoun restavèk la ki an majorite ap sibi anpil opresyon ak abi.

Mete yon sistèm ledikasyon familyal, pou fòme paran yo sou koze dwa moun e sitou dwa timoun genyen pou yo grandi nan men manman ak papa yo pou meyè devlòpman emosyonèl li.

Entegre nan kourikoulòm lekòl fondamantal la yon kou sou dwa moun espesyalman sou dwa timoun. Pou kòmanse derasinen pratik kiltirèl sa nan mantalite moun yo depi nan timoun ki pral tounen granmoun demen.

Swit a tout sous k ap alimante pwoblèm restavèk la tankou: chomaj, absans planifikasyon familyal, iresponsablite patènèl ak tranblemanntè a ki kite anpil òfelen. Mank sipò leta, òganizasyon k ap travay sou dwa moun pou asire yon pi bon randman ak efikasite travay la. Ranfòse pwomosyon planifikasyon familyal menmjan lòt peyi anpeche moun yo fè anpil pitit.

Apiye lwa ki devan palman an fòse gason pran responsablite anvè pitit li pou fanm yo sispann ap pran pitit san papa padan gason kontinye ap bay pitit li pa rekonèt.

Limyè lavi – Nadine

Sou kesyon trafik ak vann timoun

Nou mande palman an pou l travay prese, prese pou vote lwa ki defini trafik ak trèt moun kòm krik. Pote plis sipèvizyon sou fwontyè Ayiti/Sen Domeng lan. Kreye yon "gwoup espesyal" ki genyen lapolis, ajan dwanye, gad fwontyè, ministè enteryè pou konbat trafik ak vann timoun sou fwontyè a. Asire chak timoun Ayisyen gen batistè, e fòk lalwa rekonèt yo kòm moun, paske lè yo pa gen idantite, li pi fasil pou yo pote yo ale.

Vini ak yon lwa ki pou entèdi restavèk.

Ranfòse epi vilgarize pwosesis prizanchaj timoun ki separe (restavèk, abandone, epi òfelen). Refòm jistis pou minè: sa vle di mete yon tribinal espesifikman pou timoun ki viktim. Finalman, nou tap renmen nouvo administrasyon an fè yon deklarasyon piblik pou denonse sistèm restavèk la kòm yon fòm esklavaj modèn.

Haïti: choléra, pauvreté et occupation

Par Reynaldo Henquen

Une commission chargée d'enquêter sur l'origine de l'épidémie de choléra en Haïti a conclu que la souche originaire de cette maladie a été introduite dans ce pays caribéen par un contingent népalais de la Mission de l'ONU pour la stabilisation, la Minustah. Les experts ont constaté que le vibrion trouvé en Haïti est similaire à un autre présent dans le Sud de l'Asie. Ils ont précisé cependant que la dissémination rapide de la maladie a été due à la conjonction de plusieurs circonstances.

Autrement dit, la bactérie a été importée, mais son action mortelle si rapide est la cause des conditions de misère, d'ignorance, d'insalubrité et de manque d'infrastructure qui règnent en Haïti depuis des siècles et qui ont été aggravées par le tremblement de terre de janvier 2010. Cela nous conduit à deux faits qui marquent la vie quotidienne dans cette nation. La pauvreté accumulée durant plus de deux siècles et la présence de troupes étrangères dans son territoire. Après la révolution victorieuse d'esclaves qui a proclamé l'indépendance d'Haïti en 1804, la furie des métropoles européennes en premier lieu et la voracité de l'impérialisme étasunien qui naissait, se sont abattues sur ce pays, le frustrant de toute vie de développement économique et social. Les interventions se sont succédées les unes après les autres, transformant les institutions en une mascarade, à tel point que depuis la seconde moitié du 20è siècle, cette nation était considérée comme la plus arriérée de notre continent.



Les experts ont constaté que le vibrion trouvé en Haïti est similaire à un autre présent dans le Sud de l'Asie.

La dernière de ces occupations militaires a été approuvée par le Conseil de Sécurité de l'ONU, le 1er juin 2004 au cours d'une réunion qui a décidé de la création de la Minustah qui avait le présumé mandat de combattre les groupes armés, de garantir la stabilisation du pays, de promouvoir des élections et de fomenter le développement économique et institutionnel. Nous pouvons dire que l'échec a été total sur chacun de ces 4 fronts. Une centaine de représentants d'organisations sociales qui ont débattu de la réalité haïtienne et des voies pour résoudre ses problèmes, l'ont assuré.

Ces activistes se sont accordés à souligner que la Commission pour la Reconstruction et la Minustah sont un gouvernement parallèle manipulé par les États-Unis, la Banque Mondiale et d'autres entités qui ne font qu'aggraver la pauvreté.

C'est pour cette raison que les participants à ce forum se sont prononcés pour l'expulsion des troupes d'occupation, ils ont exigé un moratoire de tout accord à caractère néolibéral, le rejet de tout endettement, sous prétexte de la reconstruction et le respect au pied de la lettre, des engagements contractés par la communauté internationale.

Les organisations sociales ont demandé également l'adoption de mesures pour empêcher que des phénomènes naturels et sanitaires ne deviennent un prétexte pour faire entrer des capitaux étrangers.

Ils ont reconnu en plus, le travail de Cuba et d'autres pays membres de l'Alliance Bolivarienne pour notre Amérique, après le séisme et durant l'épidémie de choléra, qui a démontré qu'une autre forme de coopération entre les peuples, basée non pas sur l'intérêt mais sur la solidarité désintéressée, est possible. Il s'agit d'un autre type d'aide pour la refondation d'une autre Haïti, celle qui resurgira des cendres laissées par deux siècles de pénétration étrangère et d'exploitation, une Haïti où l'action humaine et les catastrophes naturelles ne se traduisent plus par des conséquences permanentes.

RHC 9 mai 2011

Esteban Lazo conduit la délégation cubaine à la prise de possession du nouveau président haïtien



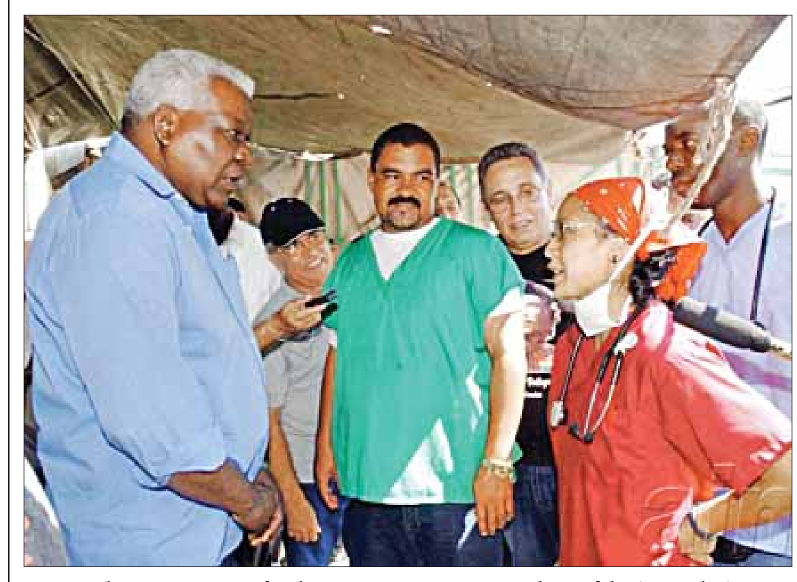
Esteban Lazo au cours d'une rencontre avec Michel Martelly

Par Tania Hernández

Esteban Lazo, vice président du Conseil d'État préside la délégation cubaine qui assiste à la prise de possession du nouveau président haïtien, Michel Martelly.

Le Parlement National a été le siège de la cérémonie. À son arrivée vendredi à Port au Prince, Esteban Lazo a été reçu par le président sortant René Preval au Palais Présidentiel. Au cours de l'entretien, les deux dirigeants ont passé en revue la marche des relations de coopération bilatérales.

Esteban Lazo a profité de l'occasion pour remercier les autorités haïtiennes de l'octroi à la Brigade médicale cubaine qui lutte contre l'épidémie de choléra qui ravage ce pays depuis octobre de l'année dernière, de la plus haute décoration décernée par l'Etat haïtien.



Esteban Lazo s'est également entretenu avec les médecins cubains travaillant en Haiti

Esteban Lazo avait également été reçu par le président élu Michel Martelly dans son bureau à Pétionville. Le nouveau président a confirmé au vice président cubain, son intérêt de poursuivre et de renforcer les liens de coopération entre nos deux pays. Esteban Lazo pour sa part a confirmé la volonté de Cuba de continuer à aider le peuple haïtien.

Esteban Lazo s'est également entretenu avec Jean Max Bellerive, le premier ministre sortant, dans sa résidence à Port au Prince.

En fin d'après-midi, au siège de l'ambassade cubaine, Esteban Lazo, qui est aussi membre du Bureau Politique du Parti Communiste de Cuba a rencontré, en présence de l'ambassadeur Ricardo Garcia, les chefs des missions cubaines en Haïti.

RHC 14 mai 2011

Note de Presse

Le Bureau des Avocats Internationaux (BAI) et l'Institut pour la Justice et la

Démocratie en Haïti (IJDH) demeurent préoccupés de la façon dont la Justice traite le dossier de l'ex-dictateur Jean Claude DUVALIER, à un moment où le règne de l'impunité déchire sans concession le tissu social haïtien et empêche l'établissement d'un Etat de droit démocratique en Haïti.

Le BAI et l'IJDH se disent choqués de la façon cavalière dont l'instruction de l'affaire Jean-Claude DUVALIER est conduite. Ils se disent davantage choqués du manque d'intérêt dont fait preuve la justice haïtienne dans cette affaire.

En effet, le lendemain de l'inculpation de l'ex-dictateur, le juge d'instruction chargé de ce dossier, s'est transporté à l'hôtel faisant alors office de domicile de Jean-

Claude DUVALIER pour une courtoise rencontre qui ne manque pas de violer sans concession les règles de procédure, en matière d'instruction criminelle.

Le mépris aveugle de l'article 49 du CIC, annoté Jean Vandal par un Magistrat connaissant la loi oblige ce dernier à se déporter d'une telle affaire, ce, pour éviter que toute la procédure soit entachée de biais irréparables.

Il est inédit dans l'histoire de la justice haïtienne de voir un juge d'instruction sortir une ordonnance provisoire contre un inculpé qu'elle n'a pas préalablement interrogé. Ne s'est-il pas borné ainsi à jeter de la poudre aux yeux des victimes, vu qu'en tout état de cause, le juge devrait interroger l'inculpé avant de lui signifier une quelconque ordonnance. Le BAI et l'IJDH se disent enfin révulsés des atermoiements de cette justice devant un Jean Claude Duvalier qui prend la posture du malade en se faisant hospitaliser à chaque fois qu'une mesure même symbolique est envisagée contre sa personne. Or devant cette attitude outrageante d'un Duvalier en caméléon, la justice feint de n'avoir aucun reproche à lui adresser, après les sorties spectaculaires de l'hôpital.

Monsieur Duvalier qui serait en résidence surveillée, sillonne le pays tel un candidat en campagne électorale. Cette situation inquiète les nombreuses victimes de son règne qui demandent de déchirer le voile d'impunité qui le couvre encore. Elle inquiète davantage les victimes lorsque l'on sait que le système judiciaire haïtien ne se libère pas encore du joug du clientélisme qui, depuis toujours, désavoue les victimes en laissant de marbre la dame aux yeux bandés.

La justice haïtienne, en agissant ainsi, montre une fois encore qu'elle est impuissante devant les grands criminels. Elle prouve donc, qu'elle est incapable d'instruire le Dossier Duvalier, en faisant sortir une ordonnance de mise en résidence surveillée à vocation d'être infirmée en appel.

Malgré tout, le BAI et l'UDH encouragent toutes les victimes de Jean Claude

Duvalier et de son régime à porter plainte et à se porter partie civile au procès à devoir avoir lieu ; les encouragent également à solliciter illico le déport du juge d'instruction en charge de la connaissance de cette affaire.

Le BAI et l'UDH demandent à tous de se mobiliser et de rester vigilants jusqu'à l'éviction du mur de l'impunité, qui sera soldée par l'arrestation suivie du jugement et de la condamnation de Jean-Claude Duvalier, même si on constate que les autorités judiciaires ne peuvent pas encore réagir contre l'inculpé Duvalier.

Le BAI et l'UDH demandent enfin aux victimes et aux artisans de l'Etat de Droit d'être patients, et de redoubler d'efforts et de vigilance pour faire échouer tout plan de nature à consacrer le règne de l'impunité en Haiti. Il leur rappelle que la lutte contre les dictateurs et leurs sbires pour les multiples crimes commis se gagne à l'usure et après de nombreux combats. Rappelez-vous qu'en Amérique latine leurs crimes étaient couverts par des mesures exceptionnelles arrêtées par des gouvernements alliés. Mais

l'entêtement, le courage et l'audace d'espérer ont fini par l'emporter sur les acrobaties politiciennes. Armez-vous donc pour clôturer en Amérique la croisade contre l'impunité, les dictatures, les dictateurs et leurs crimes par le jugement du dernier sanguinaire qui croit avoir encore le toupet de défier la justice.

Brian Concannon Jr., Esq.
Director, Institute for Justice & Democracy in Haiti
Mario Joseph, Avocat
Directeur, Bureau des Avocats Internationaux (BAI)
Port-au-Prince, le 10 Mai 2011

Lawyers Denounce Shortcomings in Conduct of Duvalier Prosecution

The Bureau des Avocats Internationaux (BAI) and the Institute for Justice & Democracy in Haiti (IJDH) continue to express their outrage at the cavalier manner in which the prosecution of former dictator Jean-Claude Duvalier is being conducted, and their concern over the investigating judge's apparent lack of interest to pursue this case in accordance with the law. This prosecution presents a historic opportunity to end the impunity that has torn the social fabric of Haiti for many decades and has prevented the establishment of a democratic constitutional state.

The day after charges were filed against the former dictator, the judge charged with investigating the case paid a courtesy visit to Mr. Duvalier in the hotel where he was staying, in violation of Article 49 of the Code of Criminal Procedure. The judge also failed to follow proper procedure when he issued a preliminary indictment against the defendant without first having questioned him, constituting a violation of Haitian law.

The judge's blatant disregard of the Code of Criminal Procedure, despite his knowledge of the law, demonstrates an apparent bias in favor of the accused and serves as a slap in the face of the victims who have come forth to seek justice through the law. Moreover, by issuing a preliminary indictment fraught with these procedural errors, the judge is effectively giving the defense the ability to overturn the indictment on appeal based on technicalities. This seriously calls into question the judge's commitment to see justice served in this case. We demand that the judge immediately recuse himself from the case to prevent the entire process from being irreparably tainted.

The integrity of the process has been further undermined by Jean-Claude Duvalier's failure to appear in court. Each time he is called in for questioning, Mr. Duvalier falls ill and visits the hospital. Despite the suspicious timing of Mr. Duvalier's hospital visits, the judge does not call him back to court once he is released from the hospital.

Meanwhile, Mr. Duvalier routinely defies an order placing him under house arrest and travels the country as if he were a candidate in an electoral campaign, adding insult to injury to the countless victims who suffered human rights abuses under his regime. Mr. Duvalier's free movement around the country suggests that the Haitian justice system is not yet willing to break with Haiti's history of impunity.

The BAI and IJDH ask all to mobilize and to remain vigilant until justice is served and impunity is ended. This will be achieved when Duvalier is properly tried and convicted. Therefore, we call on victims of Jean-Claude Duvalier's brutal regime to continue to come forward and file complaints against him and all complainants to immediately seek the removal of the judge from this case.

The BAI and IJDH ask the victims and supporters of the rule of law to multiply their efforts to stand up against impunity in Haiti. We remind everyone that justice for crimes committed by dictators and their agents will require persistent efforts. In Latin America, dictators' crimes have commonly been justified by the adoption of emergency laws by their governments. But the perseverance, courage and audacity of the people of those countries have allowed them to overcome barriers to justice. We must arm ourselves with these attributes so that we may finish the crusade against impunity in the Americas and bring this last dictator to justice.

As the Lights Go Out:

"Sweet Micky" Martelly Sworn In as Haiti's President



Michel Martelly receiving Haiti's Presidential sash. He promises to provide universal free education and to restore law and order

By Yves Pierre-Louis

Haitians remained largely indifferent to President Joseph Michel Martelly's inauguration ceremonies, which were held in a darkened Parliament building on May 14.

At 8 a.m. that day, Senators and Deputies were assembled as a National Assembly, as Constitutionally stipulated, to administer the oath of the President of the Republic. But as the National Assembly's president, Rodolphe Joazile, went to drape the presidential sash on Martelly shortly after 9 a.m., the building experienced a power outage.

So it was that Haiti's 56th president was sworn in, lit only by the spotlights and flashes of cameras.

Some speculate that the blackout was intended to send a message to the new head of state. Others say that it was simply one of the chronic electrical outages that plague everyday life in Haiti. Chamber of Deputies president Saurel Jacinthe denies any responsibility for the outage. Meanwhile, Port-au-Prince's state prosecutor, Harrycidas Auguste, has opened an investigation into the incident.

After his swearing in, the President went to the Museum of Haiti's National Pantheon (MUPANAH) to lay a wreath to the memory of Haiti's ancestors.

Then he crossed the street to a stage set up in front of the National Palace's rubble where he received the traditional Te Deum speech from Monsignor Louis Kébreau, the Archbishop of the North and President of the Episcopal Conference of Haiti's Roman Catholic Church. Kébreau urged the new president to implement a policy based on social justice, honesty, progress, respect for human rights, and the "*recovery of national sovereignty compromised for far too long,*" a reference to the continuing U.N. military occupation of Haiti, now in its seventh year.

In his long homily for the occasion, the Archbishop encouraged Martelly and his team to live up to the task entrusted to them and not succumb to "*the passion for money and power.*"

Finally, Martelly delivered his inaugural address, saying he would fulfill his campaign promises, especially to restore law and order. "*For the police and judicial authorities, I say: take my hand. I reiterate that I have faith in you. I say enough kidnapping in the country. Enough violence against women. Enough killings of citizens and police officers. Enough injustice against the population. We are going to reestablish the authority of the state, law and order. Order and discipline must reign throughout the national territory.*"

To lift Haiti's devastated economy, he said he would count on foreign investment and Haiti's middle class. "*With instability, a country cannot go forward because money doesn't come in, which means there are no jobs, which means poverty gets worse,*" he said. "*With security you get stability, which means they cannot steal the harvest of the peasant, you cannot slaughter his cow. Small merchants, whether it is day or night, you can't rob them. You respect land ownership, you don't squat on other people's land. Property has to be respected so that investors can gain trust, to come invest, come build, so we can find the development we seek so we can get out of poverty and live another way.*"

Then he incongruously began to preach about improving morality through education. "*An immoral society, a society without values, is like a car without a driver,*" he said. "*They say you are immoral because you are waiting in the street without an education, because they didn't remember that you are people. Today I say that we are going to send all children to school for free. They say I'm crazy because I say free school. Well, I've got*

Suite à la page (18)

Michel Martelly: Haiti's second great disaster

Haiti's new president is a friend of coup-plotters, fascists, and armed right-wing groups in his country and abroad

by Greg Grandin

First of two parts
(First published by Al Jazeera)

No sooner had Michel "Sweet Micky" Martelly been confirmed the winner in Haiti's deeply flawed presidential election than he jumped on a plane and headed to Washington, where he met with his country's real power brokers: officials from the World Bank, the International Monetary Fund, the US Chamber of Commerce, and the State Department.

There, he committed his desperately poor country - where some 700,000 people are still homeless as a result of last year's earthquake - to fiscal discipline, promising to "*give new life to the business sector.*" In exchange, Secretary of State Hillary Clinton gave him a strong endorsement. "*We are behind him; we have a great deal of enthusiasm,*" she said. "*The people of Haiti may have a long road ahead of them, but as they walk it, the United States will be with you all the way,*" she added.

Martelly, a well-known *konpa* singer, is an unusual choice to lead Haiti. With no political experience, he represents a clear break with the country's other democratically elected presidents since the island nation ousted the dictator Jean-Claude Duvalier and ushered in an unprecedented era of democracy.

The US press billed his victory as "*overwhelming*". But with Haiti's most popular political party, Jean-Bertrand Aristide's Fanmi Lavalas, banned from participating in the election, a vast majority of Haitians didn't vote. Martelly took the presidency with just 16.7% of the electorate.

Compare this dismal turnout with the election of Haiti's last two presidents. Aristide, a popular liberation theologian priest, won the presidency twice in landslides where a majority of the electorate voted, first in 1990 and again in 2000. Aristide's first prime minister, René Préval likewise was elected twice by large margins with high turnouts, in 1995 and 2006. In this election, Martelly got two-thirds of the vote - but three-quarters of registered voters didn't turn up.

It bodes ominously for Haiti, but Martelly may have more in common with Gérard Latortue, the head of state imposed on Haiti following the 2004 US-backed coup d'état against Aristide. A South Florida talk-show host, Latortue, like Martelly, had no background in politics. But, like Martelly, he did have friends in Washington. During Latortue's brief stint in office, 2004 - 2006, Haiti experienced some 4,000 political murders, according to *The Lancet* - while hundreds of Fanmi Lavalas members, Aristide supporters, and social movement leaders were locked up - usually on bogus charges. Latortue's friends in Washington looked the other way.

Martelly's Washington friends include Damian Merlo, his presidential campaign manager. Merlo's CV should alarm anyone concerned with democracy in Haiti. Merlo has worked for Otto Reich, the Iran-Contra veteran and supporter of coups in Honduras and Venezuela. Merlo has also worked with the International Republican Institute, which - under the banner of "democracy promotion" - funds "civil society" organizations to destabilize governments it deems to be a problem.

During his stint at IRI, Merlo took steps to weaken Brazil's governing Workers' Party. Prior to taking on Sweet Micky's campaign, Merlo beefed up his experience with John McCain's failed 2008 presidential bid. McCain, interestingly, chairs IRI's board, and brought Reich on as a foreign policy adviser during the 2008 campaign.

Many Haiti observers may be familiar with the IRI for the key role it played in overthrowing Aristide's government during his second term. IRI trained and funded various anti-Aristide groups, promoted anti-Aristide propaganda, and, as described in a New York Times feature article in 2006, even worked to undermine political solutions being negotiated with Aristide by the US embassy and the Organization of American States. Two years earlier, the IRI was also deeply involved in the failed coup against Venezuela's Hugo Chavez.

While in Washington, Martelly promised his supporters that he would promote transparency when it came to foreign aid. That openness, however, apparently doesn't apply to his campaign donations, raising the possibility that he is funded by the same groups which drove Aristide from power in 2004. Martelly admits that he received financial support from foreign sources but, in response to questioning by the *Miami Herald*, he refused to identify them other than saying they are "*people who believe in us*". When pressed, he deflected, telling the interviewer, "*you talk to them*".

All told, Martelly reportedly spent some $6 million on his campaign - the equivalent of $15 billion in the US. To put this in perspective, Obama is hoping to spend $1 billion on his upcoming re-election campaign. These deep pockets were probably the deciding factor in his victory.

It was Merlo, along with right wing Spanish PR group Ostos & Sola with close ties to Spain's neo-fascist Popular Party, that successfully made-over Martelly's public persona, putting him in a suit and encouraging him to tone down his rhetoric. These spin doctors counseled him to go from "Sweet Micky" - popular and bawdy entertainer, to the more respectable Michel Martelly - presidential candidate.

Still, some disturbing "Sweet Micky" outbursts bubbled up towards the end of the campaign - troublesome *YouTube* moments that might have doomed a presidential contender in the United States. In one, apparently recent, video, Martelly was filmed surrounded by a small group of friends at a club. "*All those shits were Aristide's faggots,*" he shouts in *kreyòl* in the candid video, while pulling his T-shirt up and rubbing his belly. "*I would kill Aristide and stick a dick up his ass.*" This was followed by an audio recording - also posted on *YouTube*, accompanied by a photo of Martelly in a suit - in which the candidate denounced Fanmi Lavalas: "*The Lavalas are so ugly. They smell like shit. Fuck you, Lavalas. Fuck you, Jean-Bertrand Aristide.*"

Martelly's ties with coup-supporting Republicans in the US and neo-fascists in Spain are perhaps the least worrisome of the president-elect's relationships. His relationship to Haiti's violent far-right goes way back. It is well known, for instance, that he ran a nightclub frequented by Duvalierists in the late 1980's and early 1990's. He has also admitted to having joined the Tonton Macoutes - the world-infamous, murderous militia of the Duvalier dictatorships - in his younger days. Martelly has also spoken freely about his friendships with convicted murderer Michel François and others involved in the coups against Aristide - which Martelly also admits he supported. His famous song, "*I Don't Care*" is a rebuff to controversy about such associations.

(To be continued)

Greg Grandin is a professor of history at New York University and a member of the American Academy of Arts and Sciences.

LE GOUVERNEMEN IMPLIQUÉ DANS L 11 SEPT

Par Grégoire Lalieu*

Le 1er mai 2011, quatre-vingt commandos des forces spéciales US exécutaient Oussama ben Laden dans sa tanière au Pakistan. Manifestations de joie à New-York lorsque Barack Obama a annoncé la mort du terroriste. « Justice a été faite » déclarait le président sur les antennes. Pourtant, certains responsables de la tragédie du 11 septembre courent toujours.

Des cadres dynamiques virevoltent gaiement sur le chemin du travail. Carpette sous le bras, une famille épanouie emménage dans une banlieue paisible et verdoyante alors qu'un gamin à bicyclette distribue les journaux avec entrain. Ailleurs, un jeune couple se jure fidélité sous le regard myope mais attendri de mère-grand. Et sous un soleil resplendissant, des citoyens de tous horizons, exaltés par l'ivresse patriotique, hissent la bannière étoilée, l'étendard de cette nation où tout peut réussir. « Le Jour se lève à nouveau sur l'Amérique. »

Après la tourmente des années 70, son choc pétrolier, sa crise économique, sa révolution iranienne et son invasion soviétique de l'Afghanistan, il fallait bien un slogan mielleux et un spot de campagne tout aussi sirupeux pour que le candidat Reagan rassure les citoyens des Etats-Unis.

Trente ans plus tard, des travailleurs sans-emploi s'agglutinent aux portes des bureaux de chômage. Les banlieues chatoyantes ont laissé place à des terrains vagues où s'amoncèlent les expropriés victimes des subprimes, sorte de bidonvilles où le bambin à bicyclette ne s'aventure pas pour distribuer les journaux.

Pourtant, avec l'annonce de la mort d'Oussama ben Laden, il semble que le jour se lève à nouveau sur l'Amérique. La foule amassée autour de Ground Zero parait empreinte de cette même euphorie béate qui animait les clichés sur pattes du clip reaganien. L'Axe du Bien a triomphé du mal incarné, l'ennemi public numéro un est mort et immergé.

Mais au risque de jouer les trouble-happy-end, il serait peut-être bon de souligner que la saga de la guerre contre le terrorisme ne peut se conclure avec la mort du méchant à la fin. En effet, pour certains responsables de cette tragédie moderne, justice n'a pas encore été faite. Pire, ils poursuivent tranquillement leur folie meurtrière du côté de la Maison Blanche et du Pentagone.

Les différentes vies de ben Laden

Il ne sera pas ici question de savoir si les attentats du 11 septembre sont une opération montée de toute pièce par la CIA. Certes, la version officielle comporte de nombreuses zones d'ombre qui alimentent le soupçon. Cependant, comme le remarquait Jean Bricmont sur notre site, organiser un tel attentat sous faux pavillon impliquerait un trop grand nombre de personnes à divers échelons des institutions US pour pouvoir garder le secret.

Difficile donc de faire la lumière sur les mystères du 11 septembre tout comme sur ceux qui planent autour de la mort de ben Laden. Selon un journal pakistanais, le célèbre terroriste aurait succombé à des complications pulmonaires en décembre 2001. Six ans plus tard, Benazir Bhutto, alors Première ministre du Pakistan, indiquait dans une interview que le célèbre terroriste était mort. Et aujourd'hui, Barack Obama nous annonce son exécution mais pas de cadavre donc pas de crime. Il faudrait simplement croire le président des Etats-Unis sur parole, ce qui demande un certain effort.

Mais finalement, le fait que ben Laden était vivant ou pas n'est pas le plus important. Tout comme le fait de savoir quel rôle a pu jouer l'administration Bush dans les attentats du 11 septembre. Certes, si conspiration il y a eu, il serait utile que la vérité éclate au grand jour. Mais si nous avions eu la preuve irréfutable que les attentats du World Trade Center avaient bien été commis par Al-Qaïda et uniquement par Al-Qaïda, qu'auraient fait les instigateurs du 11 septembre ? Se seraient-ils inclinés devant les campagnes guerrières du chevalier Bush ? Auraient-ils applaudi à l'invasion de l'Afghanistan ?

En fait, soit on adhère aux théories du complot et la responsabilité des autorités US est d'une infamie évidente. Soit on s'en tient à la version officielle, celle rapportée par les dirigeants politiques, matraquée par les médias de masse et largement répandue auprès de l'opinion publique. Or, dans ce deuxième cas, la responsabilité du gouvernement des Etats-Unis dans les attentats du 11 septembre prend une autre forme mais reste engagée. Il suffit de démystifier les diatribes sur le soi-disant choc des civilisations, replacer les événements dans leur contexte historique et analyser les enjeux tant du côté des attentats que de la guerre contre le terrorisme.

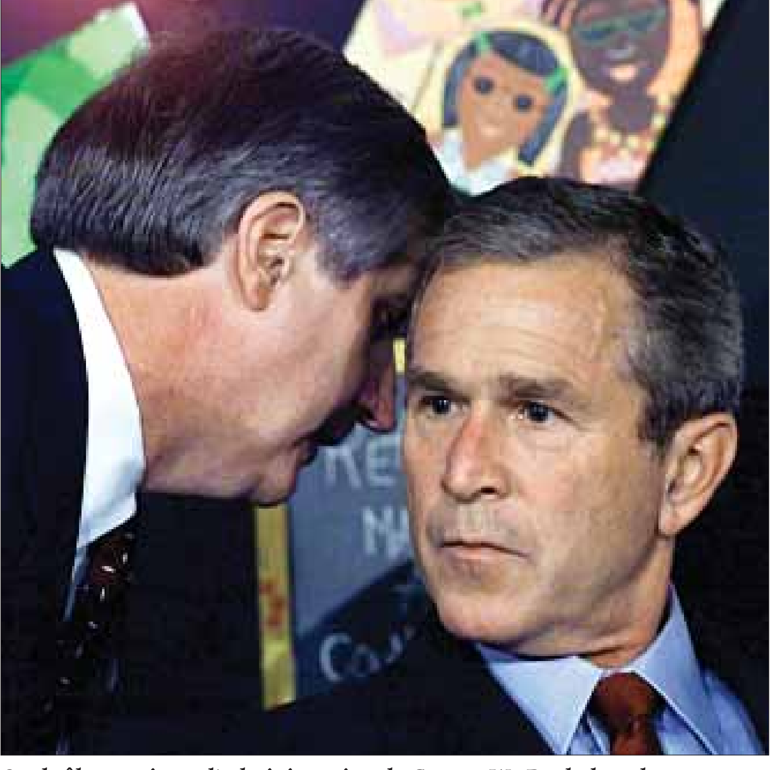


Difficile donc de faire la lumière sur les mystères du 11 septembre tout comme sur ceux qui planent autour de la mort de ben Laden

Il était une fois, le choc des c vilisations

Depuis dix ans maintenant, dirigeants politiques, professionnels du storytelling et autres griots médiatiques nous content l'histoire de ce fanatique religieux parti en guerre contre les valeurs progressistes que représentent les Etats-Unis.

Le soir du 11 septembre 2001 déjà, le président Georges W. Bush jetait les bases de l'interprétation qui devait prévaloir : « Aujourd'hui, nos concitoyens, notre mode de vie, notre liberté même ont été attaqués dans une série d'actes terroristes meurtriers et délibérés. (…) L'Amérique a été visée parce que nous sommes la lanterne de la liberté et des opportunités dans le monde. Et personne n'empêchera cette lumière de briller. » Le président poursuivait sur une note religieuse : « Ce soir je vous demande de prier pour toutes les personnes affligées, pour les enfants dont le monde est brisé (…). Et je prie pour qu'ils soient soulagés par une puissance plus grande que nous dont nous parle le psaume 23 : "Bien que je marche dans la vallée de l'ombre de la mort, je ne crains aucun mal car tu es avec moi." »



Quel rôle a pu jouer l'administration de George W. Bush dans les attentats du 11 septembre. Certes, si conspiration il y a eu, il serait utile que la vérité éclate au grand jour ?

Le 20 septembre 2001, Georges W. Bush popularisait le concept du choc des civilisations sur les antennes de la planète : « Ce n'est cependant pas toutefois le combat de la seule Amérique. Ce qui est en jeu n'est pas seulement la liberté de l'Amérique. C'est le combat du monde entier. C'est le combat de la civilisation. C'est le combat de tous ceux qui croient au progrès et au pluralisme, à la tolérance et à la liberté. »

Presque dix ans plus tard, le 1er mai 2011, Barack Obama clôturait l'épopée dans la même veine, commentant l'exécution sommaire de ben Laden en ces termes : « Rappelons-nous que nous pouvons accomplir ces choses non pas seulement pour des raisons de richesse ou de puissance, mais à cause de ce que nous sommes : une seule nation bénie de Dieu, indivisible et vouée à la liberté et à la justice pour tous. »

A notre gauche donc, la lanterne des opportunités, l'Amérique libre, le monde civilisé qui récite des psaumes pour les enfants brisés. Et à notre droite ? Oussama ben Laden, le champion de l'obscurantisme, le barbare fanatique, le Dark Vador de l'islam, qui hait l'Occident parce que l'Occident est l'Occident.

Le problème est que cette version des faits qu'on nous a servie ne correspond pas à la réalité. Oussama ben Laden était-il un terroriste coupable d'actes ignobles ? Bien-sûr. A-t-il agi parce que l'American Way of Life lui était insupportable ? Certainement pas.

L'ennemi public numéro un

Oussama ben Laden est issu d'une des familles les plus fortunées d'Arabie saoudite. Au début des années 80, avec l'appui indirect de la CIA et des services de renseignements saoudiens, il participe au recrutement de moudjahidines pour combattre les troupes soviétiques en Afghanistan. L'opération est un succès : les Etats-Unis voulaient offrir à l'URSS son Viêt-Nam et, après dix ans de combats stériles et dispendieux, Moscou retire ses soldats du bourbier afghan.

Kalachnikov sous le bras, ben Laden retourne alors en Arabie saoudite où la tension est palpable. En effet, Saddam Hussein, criblé de dettes suite à la guerre contre l'Iran, a envahi le Koweït. Le petit émirat pétrolier est l'un des plus importants créanciers de l'Irak. L'autre grand bailleur de fonds de Saddam, c'est l'Arabie saoudite.

Ben Laden propose alors aux dirigeants saoudiens de lever une armée pour combattre les soldats irakiens qui portent la menace aux frontières du royaume. Les Saoud refusent mais autorisent l'armée US à stationner en Arabie saoudite dans le cadre de l'opération Tempête du Désert. En réalité, le risque d'une attaque irakienne est très faible. Par contre, en récupérant le Koweït (que les colonialistes britanniques lui avaient enlevé), l'Irak deviendrait le premier producteur de pétrole au monde. Ni l'Arabie saoudite, ni les Etats-Unis ne peuvent l'accepter.

La présence de soldats US sur le sol saoudien soulève une vague de protestations dans le royaume : la population apprécie très peu que des boots infidèles viennent souiller les terres saintes de l'islam. Beaucoup de citoyens ne comprennent pas non plus pourquoi le régime est incapable de se défendre seul alors qu'il a dépensé sans compter ses pétrodollars dans l'achat de matériel militaire. De son côté, Oussama ben Laden est furieux, dénonce la corruption du régime et les sanctions imposées à l'Irak qui causent des milliers de victimes.

Comme le souligne Mohamed Hassan dans Comprendre le monde musulman, un livre d'entretiens à paraître en septembre 2011 chez Investig'Action, ben Laden est un homme pieux qui utilise la religion pour mobiliser les masses et confronter la famille royale. Il demande, par exemple, pourquoi le pays n'a pas de Constitution alors que le prophète Mahomet en a établi une à Médine définissant des droits égaux pour les musulmans, les chrétiens et les juifs. En opposition à cette famille royale totalement dépendante du soutien des Etats-Unis, le riche ben Laden représente en fait un courant de la bourgeoisie nationale saoudienne qui exige des réformes politiques et plus d'indépendance pour le pays.

Dans les années 90, l'ancien recruteur de moudjahidines engage des actions terroristes contre les dirigeants saoudiens avant de s'en prendre directement à la puissance qui les supporte : en 1996, Oussama ben Laden lance un appel à attaquer les intérêts US partout dans le monde.

Il est intéressant de noter qu'au-delà de l'aspect religieux, les actions menées par ben Laden comportent une dimension politique. Le terroriste dénonce les visées hégémoniques des Etats-Unis dans le monde musulman, fustige le soutien de Washington aux régimes tyranniques et condamnent les pressions exercées pour maintenir le pétrole à bas prix. Ben Laden trouve ainsi un écho favorable auprès d'une partie des masses dans certains pays musulmans, qui considère le milliardaire terroriste comme une espèce de Robin des bois. C'est ce que relève dans plusieurs ouvrages Michael Scheuer, un ancien officier de la CIA chargé du dossier ben Laden durant près d'une dizaine d'années et qui remit son tablier en 2004 pour marquer son désaccord avec les méthodes employées par l'administration Bush dans la lutte contre le terrorisme.

…T DES ETATS-UNIS …ES ATTENTATS DU …EMBRE ?



Barack Obama



Oussama ben Laden, le champion de l'obscurantisme, le barbare fanatique, le Dark Vador de l'islam, qui hait l'Occident parce que l'Occident est l'Occident.

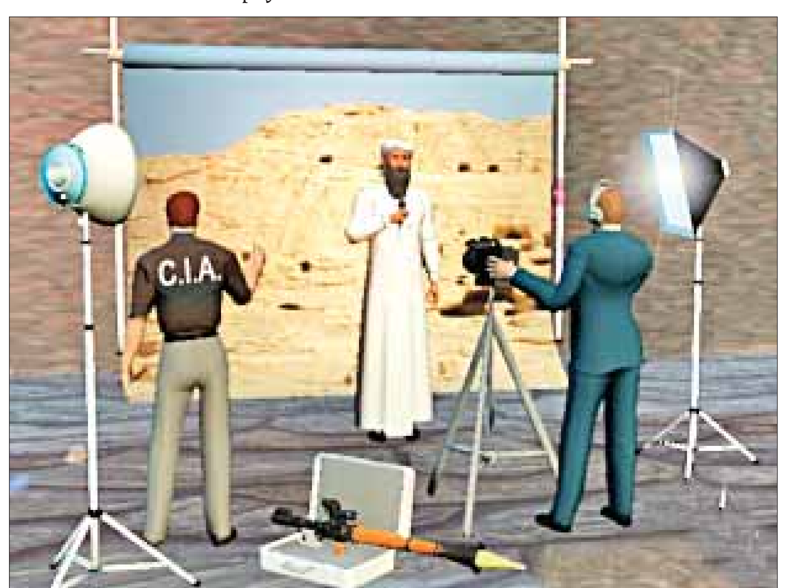
Scheuer explique que ben Laden n'est pas un terroriste aveuglé par le fanatisme religieux qui attaque les Etats-Unis parce que les valeurs occidentales sont contraires à celles de l'islam. Le spécialiste de la CIA précise au contraire que ben Laden mène un djihad défensif en réaction à la politique guerrière menée par Washington dans le monde musulman. C'est n'est pas un islamiste radical qui le dit, ni un militant atteint d'anti-américanisme primaire et encore moins un pourfendeur de l'impérialisme « yankee ». Juste quelqu'un qui connait bien son sujet.

On ne peut pas non plus soupçonner Scheuer d'être tombé sous l'emprise d'une fascination malsaine pour l'homme qu'il a étudié de nombreuses années : l'officier de la CIA regrette que le président Clinton n'ait pas fait liquider ben Laden dans les années 90, lorsque c'était possible.

Combattre le terrorisme par le terrorisme ?

Visiblement, l'analyse de Michael Scheuer n'a pourtant eu que peu d'impact sur les décisions de l'administration Bush. Le soir du 11 septembre, le président des Etats-Unis aurait pourtant pu s'adresser en ces termes à la nation : « Nos hommes ont rapidement identifié les auteurs des attentats qui ont frappé notre pays aujourd'hui. Il s'agit d'une organisation islamiste dirigée par un saoudien du nom d'Oussama ben Laden. Je me suis entretenu avec la personne qui, au sein de nos services de renseignements, suit les agissements de ce dangereux terroriste depuis des années. C'est notre meilleur spécialiste sur le sujet, le genre de type qui, chaque matin, en buvant son café, fixe intensément la photo du criminel pour tenter de comprendre sa manière de fonctionner. Eh bien, figurez-vous que ces terroristes sont motivés par un profond ressentiment à l'égard de notre politique de domination au Moyen-Orient. Le temps est venu pour l'Amérique de bâtir des relations plus respectueuses avec le reste de la planète. Nous ne pouvons imposer notre leadership par la force sans nous faire des ennemis. Nous en payons le prix aujourd'hui mais cela va changer. Par ailleurs, nous allons tout mettre en œuvre pour arrêter et juger les criminels qui nous ont attaqués. Je suis en contact avec les autorités d'Afghanistan où ben Laden est caché. Le gouvernement afghan attend que nous fournissions les preuves de la culpabilité de ben Laden pour le livrer à la justice. Nous allons fournir ces preuves le plus rapidement possible. Dieu bénisse l'Amérique. »

Evidemment, Georges W. Bush n'a jamais prononcé un tel discours. Il a parlé de lanternes et de combat du Bien contre le Mal. En octobre 2001, il engageait les Etats-Unis et les forces de l'OTAN dans une guerre contre l'Afghanistan. Alors que les Talibans s'étaient vraiment dits prêts à négocier la livraison de ben Laden. Et alors que les raisons qui avaient poussé Al-Qaïda à commettre des attentats étaient justement liées à la politique guerrière menée par les Etats-Unis dans les pays musulmans. Au lieu d'attaquer le problème à la racine, Georges W. Bush jetait donc de l'huile sur le feu. Comme si cela n'était pas suffisant, en mars 2003, le président des Etats-Unis lançait une nouvelle attaque contre l'Irak, prétextant des liens entretenus par Saddam Hussein avec Al-Qaïda.



Au début des années 80, avec l'appui indirect de la CIA et des services de renseignements saoudiens, Oussama ben Laden participe au recrutement de moudjahidines pour combattre les troupes soviétiques en Afghanistan

Quel est le bilan de cette guerre contre le terrorisme ? En Afghanistan, des milliers de civils ont été tués, les divisions ethniques ont été exacerbées et ont plongé le pays dans le chaos, l'économie et de nombreuses infrastructures ont été détruites mais le commerce de l'opium a connu un regain d'activité intense avec l'aide de la CIA (plus de 60% de l'héroïne vendue dans le monde viendrait d'Afghanistan, contre 0% du temps des Talibans). Enfin, Washington a placé Hamid Karzaï à la tête du pays. Ce président n'a aucune base sociale en Afghanistan mais est parvenu à se faire réélire dans le silence et la fraude en 2009.

Pour l'Irak, sur base d'une étude du journal médical « The Lancet » , on estime que plus d'un million de vies ont déjà été arrachées, sans compter les victimes de la première guerre du Golfe et de l'embargo meurtrier imposé à ce pays durant une douzaine d'années. A l'instar de l'Afghanistan, l'Irak est plongé dans le chaos. La politique d'occupation des Etats-Unis a ravivé les tensions confessionnelles. En 2010, Dirk Adriaensens du BRussels Tribunal dressait un bilan de l'invasion de l'Irak et apportait ces quelques chiffres : « Depuis 1990, début du régime de sanctions imposé par l'ONU, le taux de mortalité infantile a augmenté de 150% en Irak. (…) En 2007, les statistiques gouvernementales officielles dénombraient 5 millions d'orphelins en Irak. Plus de 2 millions d'Irakiens sont réfugiés hors du pays et près de 3 millions sont réfugiés (ou déplacés) à l'intérieur du pays. 70% des Irakiens n'ont plus accès à l'eau potable. Le nombre de chômeurs (sans indemnités) atteint officiellement les 50%, il est de 70% officieusement. (…) 4 millions d'Irakiens sont sous-alimentés et ont un urgent besoin d'assistance humanitaire. 80% des Irakiens ne disposent plus d'aucun système sanitaire (égouts et eaux usées) »

L'enjeu de la guerre contre le terrorisme : remodeler le Moyen-Orient

L'administration Bush baignait-elle donc dans l'inconscience la plus totale lorsqu'elle s'est engagée dans cette guerre contre le terrorisme ? Pourquoi aggraver le problème plutôt que de chercher à la résoudre ? Difficile de répondre si on s'en tient aux discours idéologiques des autorités US. La vérité se trouve au-delà des mots, dans les intérêts objectifs qu'avaient les faucons de Washington à intervenir militairement en Asie centrale et au Moyen-Orient.

Après la chute du bloc soviétique en 1991, les Etats-Unis voyaient s'effondrer leur principal concurrent et prenaient le leadership mondial. Maintenir une telle position nécessite de se renforcer et d'empêcher les autres concurrents de vous rattraper. C'est pour remplir cet objectif que les néoconservateurs de l'administration Bush ont développé le concept du Grand Moyen-Orient : un remodelage de l'espace s'étendant du Maghreb au Pakistan en passant par la péninsule arabique. Officiellement, il s'agit de promouvoir la démocratie et d'aider ces pays à s'insérer dans l'économie mondiale. En réalité, ce projet était déjà étudié bien avant les attentats du 11 septembre. L'objectif ? Mettre au pas les régimes récalcitrants de la région pour contrôler ce vaste espace stratégique et riche en matières premières, notamment en pétrole et en gaz. En effet, à travers le contrôle des ressources énergétiques, c'est le développement de ses concurrents économiques que Washington peut contrôler : Chine, Inde, Brésil, etc.



Manifestations de joie devant la Maison Blanche, lorsque Barack Obama a annoncé la mort de Ben Laden

D'ailleurs, si les Etats-Unis n'avaient pas rencontré une telle résistance tant en Irak qu'en Afghanistan, l'Iran aurait probablement été la prochaine cible. Il est intéressant de noter sur ce point que les campagnes militaires ont été un véritable fiasco pour les néoconservateurs. Le remodelage du Grand Moyen-Orient se révèle être un gribouillage géopolitique dont les Etats-Unis n'ont pu tirer de véritable bénéfices. Au contraire, la guerre contre le terrorisme a ruiné l'économie US, ce qui constitue une victoire pour Al-Qaïda. En effet, Michael Scheuer souligne dans Imperial Hubris que l'organisation terroriste avait décidé d'attaquer son ennemi à son centre de gravité : l'économie.

Le gouvernement des Etats-Unis se soucie-il de la sécurité de ses citoyens ?

La guerre contre le terrorisme n'était donc qu'un prétexte pour rencontrer des objectifs stratégiques et économiques. Evidemment, il faut présenter à l'opinion publique un raison valable pour partir en guerre et envoyer des tas de jeunes au casse-pipe. Les attentats d'Al-Qaïda ont offert le mobile rêvé. Peu importe si l'invasion de l'Afghanistan n'était pas nécessaire pour capturer ben Laden. Peu importe si Saddam Hussein n'entretenait aucune relation avec Al-Qaïda. Les esprits étaient chauffés à blanc et prêts à s'engager dans la croisade du Bien contre le Mal.

Pourtant, les citoyens qui ont poussé des cris de joie lorsque Barack Obama a annoncé la mort de ben Laden, devraient se poser quelques questions aujourd'hui. Si le chef d'Al-Qaïda est bien mort, le gouvernement des Etats-Unis n'a pas montré le moindre signe de remise en question de cette politique dévastatrice qui avait servi de terreau à l'islamisme radical : coups d'Etat, agressions militaires, violations du droit international, utilisation de bombes au phosphore blanc ou à l'uranium appauvri, financement d'organisations terroristes et de régimes dictatoriaux, pillage des richesses… Les dirigeants US ont poursuivi leurs crimes en toute impunité.

On ne pourrait justifier d'aucune manière les actes terroristes de ben Laden. En revanche, on peut tenter d'en comprendre les fondements pour éviter que des tragédies semblables aux attentats du 11 septembre ne se reproduisent. Cette démarche nous renvoie inévitablement à la politique étrangère menée par les Etats-Unis. Or, non seulement les dirigeants US n'ont pas tenté d'enrayer le phénomène, mais ils l'ont gracieusement alimenté en déclenchant de nouvelles guerres.

Les citoyens des Etats-Unis doivent comprendre que leur gouvernement se soucie très peu de leur sécurité. Les terroristes de la Maison Blanche répondent à des intérêts économiques qui sont contraires à ceux du peuple.

Le chef d'Al-Qaïda est mort mais peut-être que le prochain ben Laden sera l'un des ces 5 millions d'orphelins qui errent en Irak, ou bien un Afghan qui aura vu ses parents tués par les drones de l'armée US. Il pourrait venir d'Indonésie où la répression du dictateur Suharto, soutenu par les Etats-Unis, a provoqué 1,2 millions de morts. Il sera peut-être somalien ou chilien. Les Etats-Unis maintiennent le pays du premier dans le chaos depuis dix ans. Et ils ont renversé le président démocratiquement élu du second en 1973 pour installer la dictature sanglante du général Pinochet.

Bref, des ben Laden pourraient voir le jour aux quatre coins de la planète, partout où les Etats-Unis ont semé la désolation. Les intérêts des multinationales ne sont pas favorables à la paix dans le monde ni à la sécurité des citoyens, qu'ils soient de New-York, Bagdad ou Santiago. Pour ces terroristes aussi, il est nécessaire que justice soit rendue. Celle des tribunaux et non celle des exécutions sans procès.

Investig'Action. **11 mai 2011**

NDLR. *Grégoire Lalieu : journaliste associé à *Investig'Action*, une équipe de journalistes d'investigation indépendants siégeant à Bruxelles.

Une interview de Philip Peters, vice-président de l'Institut Lexington, à la revue Espacio Laícal *

Vivre avec ses voisins

Philip Peters est l'un des universitaires américains les plus importants à s'être consacré à l'étude de Cuba. Son blog personnel «The Cuban Triangle: Havana-Miami-Washington events and arguments and their impact on Cuba» (Le Triangle Cubain: la Havane-Miami-Washington, les événements et discussions et leur impact sur Cuba) constitue une fenêtre importante pour suivre de près les événements survenant dans ces trois points essentiels de la géographie politique cubaine. Le Professeur Peters est vice-président de l›Institut Lexington, un organisme de recherche à Arlington, en Virginie, qui se consacre à l'étude des politiques publiques. Il est également conseiller auprès du Groupe de travail cubain à la Chambre des Représentants des États-Unis. Le professeur Peters a voulu partager avec Espace Laïque quelques opinions sur les relations entre nos deux pays.

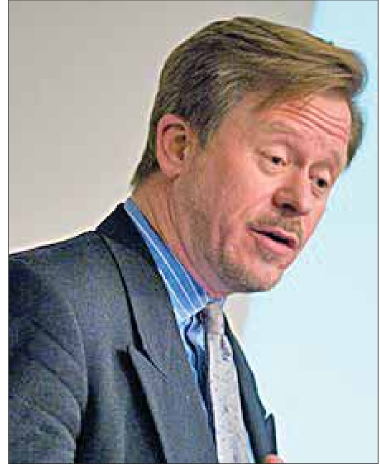
Espacio Laícal. Comment estimez-vous les relations existant entre les États-Unis et Cuba?

Philip Peters. Parlons de relations entre les gouvernements et entre les sociétés. Entre gouvernements, malgré des différences politiques marquées et la rhétorique en cours de part et d'autre, les relations me paraissent assez stables. Les communications entre les diplomates se sont améliorées et sont plus fluides ; les consultations semi-annuelles sur les accords migratoires ont été restaurées, ce qui crée une occasion régulière de s'entretenir de la question et d'autres d'importance. L'atmosphère s'est améliorée avec l'arrivée d'une nouvelle administration à Washington, ce qui a permis que le projet de «transition» à Cuba, élaboré par l'administration précédente, passe à l›histoire. Cependant, il faut reconnaître que le président Obama a poursuivi certaines activités qui sont le fruit de la politique du président Bush et de sa fameuse Commission sur Cuba. Il y a des aspects irréguliers en ce qui a trait à l'émigration cubaine vers les États-Unis, mais la probabilité d'une crise migratoire semble minime, et il y a des canaux mis en place pour traiter de ces problèmes. Mon pays est en deuxième place en terme de gens qui visitent le vôtre, seul le Canada en envoie plus, et nous allons sûrement dépasser le chiffre de 500.000 visiteurs en 2011. Le commerce, quoique dans un seul secteur et à sens unique, est considérable, avec la vente annuelle de produits agricoles à Cuba pour une valeur de 370 millions de dollars en 2010. Nos autorités collaborent avec efficacité et professionnalisme dans la lutte contre le trafic de drogue. En ce qui concerne les relations entre les sociétés il est à noter que la guerre froide nous a séparés, mais les deux peuples ne se sont jamais considérés des ennemis, et des deux côtés les souvenirs et les influences sont ineffaçables. Aujourd›hui, les contacts et les échanges s'accroissent, surtout avec les mesures d›Obama permettant aux Américains d›origine cubaine de voyager librement ainsi qu'une libéralisation significative des voyages non-touristiques, à savoir religieux, universitaires et autres. Il ya aussi une politique des visas qui permet un afflux important d›artistes cubains aux États-Unis, du monde du jazz, du ballet, de la salsa, des arts plastiques, etc. Tout cela est très sain et offre la possibilité d›améliorer l›atmosphère dans laquelle travaillent les politiciens et les diplomates de nos deux pays. Espérons que dans un avenir proche les deux gouvernements éliminent toutes les restrictions aux voyages de leurs citoyens.

EL. Quelles sont les différences marquantes avec l'actuelle administration américaine dans ses relations avec l'île?

P.P. Dans un dernier discours au mois de mars à Santiago du Chili, le président Obama a encouragé «*les autorités cubaines*» à «*respecter les droits fondamentaux de son propre peuple, non pas parce que les États-Unis insistent sur ce point, mais parce que le peuple cubain le mérite*». Quelques jours plus tard, il a brièvement évoqué «*quelques gestes*» de La Havane, tels que la libération de prisonniers politiques et l'ouverture dans le domaine de l'auto-emploi, et a dit qu'il s'attend à voir plus de changements dans ces domaines.

EL. Comment a été interprété aux États-Unis l'offre au dialogue du président Raul Castro, exprimée à plusieurs reprises, pour résoudre les différends entre les deux Etats?



Philip Peters vice-président de l'Institut Lexington

P.P. Il y a un courant d'opinion qui rejette une telle offre, faisant valoir que le dialogue lui-même doit avoir lieu entre le gouvernement cubain et le peuple cubain. En ce qui me concerne cette offre me semble très pratique. Je crois qu'il serait constructif de mettre toutes les questions et propositions sur la table et décider sur lesquelles il y a une volonté mutuelle de travailler. Mettant de côté toute considération de politique intérieure cubaine, Cuba exerce quelqu'influence sur les intérêts nationaux américains ne serait-ce qu'en raison de notre proximité géographique. C'est une grande erreur, par exemple, que l'administration Obama ne soit pas intéressée à poursuivre la signature d'accords bilatéraux sur l'environnement, au moins à établir des voies de communication, des plans, des procédures et obligations réciproques dans le cas d›un déversement accidentel de pétrole dans le Golfe, protocole que nous avons avec le Mexique. Le dialogue, tel que proposé par le président cubain, pourrait ouvrir des voies pour résoudre les problèmes de ce genre, et d'autres. Revenant au sujet des relations entre le peuple cubain et son gouvernement, si Washington prétend vouloir avoir une influence sur les affaires intérieures de Cuba, ses possibilités dans ce sens seraient plus grandes si s'amélioraient les relations entre les deux gouvernements. Aucune action dans ce sens n'a été entreprise, ceci pendant de nombreuses années, comme si ces questions ne méritaient pas un dialogue sérieux avec des fonctionnaires cubains de haut niveau. L'administration d'Obama a fait montre d'une modeste volonté politique à accroître l›engagement diplomatique avec Cuba, par exemple à entamer des négociations sur le rétablissement des services postaux. Mais la proposition d›un plus ample dialogue n›a pas été acceptée.

EL. Quel rôle pourrait jouer la communauté cubaine installée aux États-Unis au bénéfice d'un tel dialogue? Se trouve-t-elle dans des conditions pour le faire?

P.P. Paradoxalement, la même communauté qui est connectée avec Cuba, qui remplit des dizaines de vols hebdomadaires quittant Miami, est celle qui va également aux urnes pour élire au Congrès les législateurs les plus opposés au dialogue entre les deux gouvernements et aux contacts entre les deux sociétés. Voyons, le paradoxe s›explique aisément : en général, les Américains d'origine cubaine qui voyagent ne votent pas, et ceux qui votent ne voyagent pas. Autrement dit, le poids politique de la communauté continue toujours d'être défini par le secteur qui se considère comme «l›exil», un secteur majoritaire, mais pas entièrement composé des «éléments historiques» qui sont arrivés lors de l'émigration des années soixante, qui ont décidé en quittant l›île, de ne pas y revenir jusqu›à ce qu›il y ait un changement de gouvernement. Pendant des décennies, son activisme politique discipliné a été assidu et très efficace à Washington. Et sa formule a été extrêmement négative: refuser, sanctionner, séparer, attendre. Il y a un autre secteur cubain qui s›inquiète aussi du pays, mais il agit de manière positive en étant efficace à Cuba – soit en visitant les membres de leur famille, soit en aidant des gens ou des institutions, ou encore en promouvant le démantèlement des barrières construites par les gouvernements des deux côtés. Ce secteur est similaire à de nombreuses communautés immigrées qui ont enrichi ma nation à travers son histoire, maintiennent des liens avec leur pays et qui n›auraient jamais promu l›idée queWashington impose des sanctions contre l›économie du pays où vivent les leurs. Ce secteur est de plus en plus grand au sein de la communauté cubano-américaine, ce qui se reflète dans tous les sondages. Sa participation au débat a considérablement augmenté. Au fil du temps et avec une plus grande participation politique des jeunes Américains d›origine cubaine et de ceux arrivés plus récemment, nous pouvons imaginer un tournant décisif, par exemple, l'élection d›un Congressiste cubano-américain qui rompre avec la ligne qu'ont suivie tous les législateurs cubano-américains à ce jour.

EL. Estimez-vous important un dialogue entre les deux Etats, entre les deux pays? Pourquoi? Pourriez-vous suggérer une sorte de feuille de route pour le faciliter et l'améliorer?

P.P. Oui, c'est important. Comme je l'ai indiqué plus haut, il ya une grande valeur pratique dans la proposition du président Raul Castro à ce que les représentants des deux gouvernements se réunissent pour soulever les questions d'intérêt bilatéral, puis décider celles pour lesquelles il y a une volonté de travailler. Dans un tel scénario, vous pouvez deviner que de nombreux sujets seraient exclus de part et d'autre, mais il en sortirait un agenda de travail qui offre la possibilité de gains pour les deux nations, et pour notre région. Maintenant, il semble clair que, à Washington il n'y a pas de volonté politique d'engager de telles négociations. L'administration Obama a hérité de deux conflits militaires et maintenant s'est engagée dans un troisième en Libye, elle continue de faire face à des problèmes difficiles de notre politique économique, et le président a commencé à se concentrer sur sa campagne pour sa réélection en 2012. Cuba n›a pas et ne sera pas une priorité dans sa politique étrangère. Mais accepter ces réalités politiques n'implique pas l'abandon de possibilité d'amélioration dans les relations américano-cubaines. Durant le mandat du Président Obama, nous avons vu que Cuba, pour ses propres raisons, a mis en liberté un nombre important de prisonniers, y compris des prisonniers de conscience. Aussi pour ses raisons propres, elle s'est engagée dans un processus de réforme économique de grande portée économique, sociale et politique, bien que n'étant pas défini dans les détails. Entre autres choses, nous voyons émerger un modèle économique qui non seulement accepte, mais prétend promouvoir une plus grande autonomie des citoyens dans la sphère économique, et un rôle différent et parfois réduit de l›Etat. Puisse-t-il dégager de bons résultats pour le bien-être des familles cubaines ? Obama, lui, et pour des raisons propres à lui, a agi aussi en accordant plus de liberté aux voyages, aux envois de fonds, aux livraisons de colis à Cuba. Ce sont de petits pas mais qui sont importants. Tandis qu'on parle de futurs micro-crédits, les « *tio-céditos*» ont déjà pour effet de venir en appui au secteur émergent de l'économie cubaine. Cette dynamique est indirecte, elle ne se fait pas sur une base de négociation, et consiste en des actions que prend chaque partie sans s'en référer à l›autre. Mais c'est sain, et en fait ce serait convenable que les deux parties continuent ainsi.

EL. Et la visite du président Carter?

P.P. Très encourageante. Je ne suis pas d'accord avec l'ancien président Carter sur tout, mais c'est un homme de bonne foi qui a joué un rôle pendant tout ce temps à mener des activités diplomatiques, celles-là qu'il faut pour un dialogue plus large. Et Dieu sait comment entre nos pays ça vaut bien la peine qu'il y ait plus de dialogue de haut niveau. Par-dessus tout, j›apprécie qu'il soit un modèle pour la politique de mon pays. Sa visite a montré la valeur de l'échange tant avec le gouvernement qu'avec la société cubaine, à partir d›une position respectueuse et, dans un sens, critique. Il a parlé de beaucoup de choses lors de sa visite, y compris sa vision personnelle d›une politique américaine idéale qui mette fin à l›embargo sur le commerce, et rende à la liberté les cinq prisonniers cubains aux États-Unis, etc… Je pense que lui, un homme d›Etat pragmatique, serait le premier à préciser certaines de ces idées en terme d'objectifs à long terme. À mon avis, le travail le plus important de sa visite sera le rapport qu'il présentera au président Obama. Puissent ses jours à Cuba aider le Président Obama à être plus informé de la réalité changeante de Cuba, et à suggérer des mesures concrètes qui nous servent tous en tant que voisins.

* **Espacio Laícal** (Espace Laïque) No.127 / Avril 2011 Supplément Numérique. C'est un mensuel publié par La Conférence des évêques catholiques de Cuba.

Note. On peut lire la revue Espacio Laícal sur www.espaciolaical.org ou se la procurer à Casa Laícal, située à Teniente Rey # 152 (troisième étage) et à Bernaza et Villegas, La Habana Vieja. CRÉDITS: l›équipe de rédaction: José Ramón Pérez, Roberto Vega, Gonzalez et Alexis Lenier Pestano. Design: Ballater - nous aujourd›hui. Segment des nouvelles du site WEB de la COCC (Conférence des Evêques catholiques de Cuba COCC. 2010 ©).

Traduction de l'espagnol : Jacques E. Leblanc

Kadhafi s'exprime !

Discours de Mouammar Kadhafi, quelques heures après que son fils (accusé soi-disant de liens avec les rebelles) et trois de ses petits-enfants ont péri.



Mouammar Kadhafi

Mes frères et mes sœurs !

Aujourd'hui est un jour de joie pour moi, et de tristesse. C'est le jour où il y a de nombreuses années, à la bataille de Al Gadabia est mort en héros mon grand-père. Il est tombé au combat avec des centaines d'autres Libyens. À présent, près d'un siècle plus tard, l'Italie revient, apportant le mal sur notre terre. Je suis triste d'être obligé de repenser à tout cela. Je rêvais de l'oublier.

Je veux poser une question à Berlusconi : Silvio, où est notre amitié dont tu as tant parlé ? Où est le parlement italien qui parlait beaucoup aussi d'amitié ? Où êtes- vous tous ? L'Italie a causé beaucoup de tort aux Libyens, les Libyens sont très fâchés contre l'Italie, et je n'ai pas un droit de veto qui puisse leur interdire d'éprouver de la douleur et du ressentiment.

Les Italiens nous ont dit : nous voulons et nous serons amis avec vous. Ils mentaient. Hier l'Italie a bombardé Syrte.

Vous, qui vous prétendiez mes amis, dirigeants de la Chine, de la Russie, du Nigéria, de l'Afrique du Sud, du Portugal, je vous demande : que stipulait la résolution de l'ONU 1973 ? Une zone d'exclusion aérienne ou un « permis » pour massacrer les Libyens ?

La Libye est déchirée de toutes parts. On nous a coupé l'accès au pétrole, on a fait exploser les ports, bombardé les habitations, on empêche le ravitaillement de la population, on bombarde les locaux où se tiennent les pourparlers avec des représentants d'autres pays. Et tout cela s'appelle « une zone d'exclusion aérienne » ? Je croyais avant qu'une zone d'exclusion aérienne c'est quand les avions des uns et des autres ne volent pas, mais apparemment, c'est seulement quand les avions libyens sont interdits de vol, alors que les autres volent, bombardent, ce qu'ils veulent et où ils veulent.

Le statut et les résolutions de l'organisation des Nations unies : qu'est-ce que c'est et à quoi ça sert ?

Quel était le but de la résolution, arrêter les avions ou soumettre les Libyens à la famine ? Où, dans quelles résolutions est-il dit : « il est permis de tuer » ? Où est-il dit : « on peut couper les communications et les canalisations » ? Où ?

Je ne suis pas de ceux qui aiment demander, d'habitude c'est à moi que l'on demande et je ne refuse pas. Mais aujourd'hui je demande au monde entier : « s'il vous plaît, nous devons nous asseoir à la table des négociations et parler, publiquement et clairement, pour que le monde entende aussi notre voix.

Je demande, je vous demande personnellement à vous, Vladimir Poutine, de faire le médiateur. Vous le pouvez, j'en suis sûr. Nous sommes heureux d'avoir entendu vos paroles disant qu'il fallait absolument cesser les bombardements, mais tout le monde le sait : Al Qaeda méprise les règles internationales. Je vous en conjure : regardez bien qui fait parler les armes quand je décrète un cessez-le-feu. La paix est impossible si seulement une des parties cesse le feu.

Les Libyens ne se sont jamais faits la guerre. Ce qui se passe aujourd'hui, c'est une guerre contre la Libye, et non une guerre civile.

Je demande à la communauté internationale : venez, venez chez nous, faites tout pour que cessent les bombardements d'objectifs civils. Personne n'a besoin de la guerre ici. Les Libyens sont mes enfants, les Libyens ne me font pas la guerre, et je ne mène pas de guerre contre eux. Regardez : nous aidons les gens qui ont tout perdu ce qu'ils avaient gagné par un dur labeur.

Je demande aux dirigeants de l'Union Africaine de se rendre à Adjabia et de voir qui se bat là-bas contre nous. Pourquoi des ressortissants d'Afghanistan, de Tunisie, d'Égypte et d'autres pays se font passer pour des habitants d'Adjabia ? Sauvez cette ville de ceux qui s'en sont emparés !

Et maintenant écoutez-moi bien, ceux de l'OTAN ! Vous bombardez une muraille qui empêche l'afflux d'émigrés africains en Europe, un mur qui arrête les terroristes d'Al Qaeda. Cette muraille est la Libye. Vous la détruisez. Vous êtes des idiots. Pour les milliers de migrants d'Afrique, pour le soutien à Al Qaeda, vous brûlerez en enfer. Et cela adviendra.

Je ne mens jamais. Maintenant non plus je ne mens pas. Il y a quatre fautes que vous ne devez pas commettre. Quatre fautes qu'aucun bombardement ne pourra racheter.

Premièrement : la vie intérieure de la Libye, son organisation. Seul le peuple libyen peut résoudre ces questions et les résoudra. Lui seul. Retenez bien : Pas vous et même pas moi. Seuls les Libyens eux-mêmes peuvent, s'ils le veulent, changer leur système d'autogestion.

Deuxièmement : moi, Mouammar Kadhafi. Que je doive partir ou non, ce n'est pas à vous d'en décider. Vous n'êtes rien. Depuis 40 ans le pouvoir en Libye est entre les mains des Libyens. Ma grand-mère et mon grand-père, mes parents ont été tués sur le sol libyen, ils n'ont jamais quitté leur patrie. Vous êtes ridicules avec vos exigences. Vous êtes ridicules. Je ne suis pas le président de la Libye, mais s'il en avait la possibilité, le peuple m'aurait choisi. Oui, mon peuple m'aime. Et vous savez pourquoi. Parce que je ne vous aime pas.

Troisièmement : le pétrole. N'y pensez même pas. N'imaginez même pas que vous enlèverez à nos enfants le droit de posséder ce qu'ils possèdent depuis déjà 40 ans. Je ne vous promets pas que nous resterons les bras croisés à regarder nos enfants se faire dévaliser. Mais, bien entendu, nous pouvons discuter pour que vos affaires en Libye soit plus prospères qu'avant. C'est ce que vous voulez, n'est-ce pas ?

Quatrièmement : la Libye. Il n'y aura pas de drapeau blanc. Jamais. Si vous débarquez sur notre sol, tous les Libyens prendront les armes et se battront !

La vie sans liberté n'est rien. Nous défendrons notre liberté, ou nous mourrons !

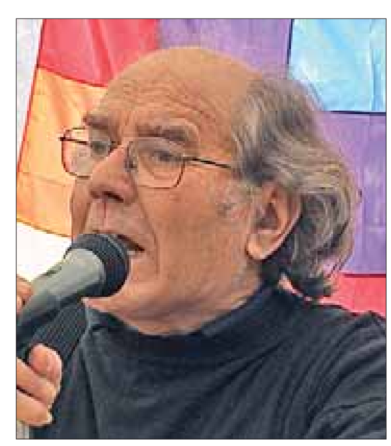
« Live journal » – 2 mai 2011
Traduit du Russe par Marianne Dunlop
Changement de société 15 mai 2011

D'un Nobel à l'autre : lettre ouverte à Barack Obama

Par Adolfo Pérez Esquivel



Tu as hélas alimenté la haine en trahissant les engagements pris vis-à-vis de ton peuple pendant la campagne électorale, notamment de mettre fin aux conflits en Afghanistan et en Irak et de fermer les prisons de Guantánamo et d'Abou Ghraïb



Adolfo Pérez Esquivel, prix Nobel de la paix en 1980

Cher Barack,

En t'adressant cette lettre, je le fais fraternellement afin de t'exprimer mon inquiétude et mon indignation de voir comment la destruction et la mort ont pu être semées dans plusieurs pays, au nom de la "liberté et de la démocratie", des paroles prostituées et vidées de leur contenu afin de justifier un assassinat fêté comme s'il s'agissait d'un évènement sportif.

Indignation face à l'attitude d'une partie du peuple des USA, des chefs d'État européens ainsi que d'autres pays qui se sont réjouis de l'assassinat de Ben Laden, ordonné par ton gouvernement et ta complaisance au nom d'une pseudo-justice.

Vous n'avez pas cherché à l'arrêter afin de le juger pour les crimes qu'il est supposé avoir commis, ce qui engendre le plus grand doute; l'objectif était de l'assassiner.

Les morts ne parlent pas et face à la crainte de voir l'accusé révéler des faits dérangeants pour les USA, l'issue résidait dans le meurtre avec la conviction « qu'une fois le chien tué, la rage serait éradiquée », sans prendre conscience que vous ne feriez que la propager.

Quand le Prix Nobel de la Paix t'a été décerné, prix dont nous sommes dépositaires en tant que lauréats, je t'ai adressé un courrier où je déclarais : « Barack, j'ai été très surpris que le Prix Nobel de la Paix t'ait été décerné, mais dorénavant en tant que lauréat, tu dois le mettre au service de la paix entre les peuples; tu as toutes les possibilités de le faire, en mettant fin aux guerres et en t'engageant dans la résolution de la grave situation que vivent ton pays et le monde ».

Tu as hélas alimenté la haine en trahissant les engagements pris vis-à-vis de ton peuple pendant la campagne électorale, notamment de mettre fin aux conflits en Afghanistan et en Irak et de fermer les prisons de Guantánamo et d'Abou Ghraïb en Irak. Non seulement tu ne les a pas tenus, mais tu t'es au contraire engagé dans une guerre contre la Libye, en t'appuyant sur l'OTAN et la honteuse résolution des Nations Unies la soutenant; quand cette organisation majeure, amoindrie et dépourvue de son autonomie de pensée, s'est trouvée dévoyée par sa soumission aux volontés et intérêts des puissances dominantes.

Dans les fondements de l'ONU figurent la défense et la promotion de la paix et de la dignité entre les peuples. Son préambule affirme : "Nous, peuples du monde…", absents à l'heure actuelle de cet organe suprême.

Je veux évoquer ici un mystique et maître qui a eu une grande influence dans ma vie, le moine trappiste de l'Abbaye de Gethsémani au Kentucky, Thomas Merton, qui a déclaré : "Le plus grand besoin de notre époque consiste à nous purger de l'énorme quantité de déchets mentaux et émotionnels qui pèse sur nos esprits et réduit toute la vie politique et sociale à une aliénation de masse. Sans cette purge domestique, nous ne saurions commencer à voir. Et si nous ne voyons pas, nous ne pouvons pas penser".

Tu étais très jeune, Barack, pendant la guerre du Vietnam; peut-être ne te souviens-tu pas de la lutte du peuple usaméricain contre cette guerre.

Les morts, blessés et mutilés au Vietnam souffrent encore aujourd'hui de ses conséquences.

Thomas Merton affirmait – à propos de l'édition d'un timbre ayant pour thème « The U.S. Army, key to peace », "L'armée US, une clé pour la paix"–: aucune armée ne peut être la clé pour la paix. Aucun pays ne détient la clé de rien qui ne soit pas la guerre. Le pouvoir n'a rien à voir avec la paix. Plus les hommes accroissent le pouvoir militaire, plus ils violent la paix et la détruisent.

J'ai accompagné et échangé avec les vétérans de la guerre du Vietnam, en particulier avec Brian Wilson et ses camarades, qui ont été des victimes de cette guerre et de toutes les guerres. La vie possède ce je ne sais quoi d'imprévu et d'inattendu, de ce parfum et de cette beauté que Dieu nous a octroyés pour toute l'humanité et qu'il nous appartient de protéger pour léguer aux générations futures une vie plus juste et fraternelle; rétablir l'équilibre avec la Terre Mère. Si nous ne réagissons pas pour changer l'actuelle perspective de vanité suicidaire qui entraîne les peuples vers les tréfonds où se meurt l'espérance, il nous sera difficile de nous en sortir et d'apercevoir la lumière.

L'humanité mérite un meilleur sort

Tu sais que l'espérance est comme le lotus qui pousse dans la fange pour fleurir dans toute sa splendeur en exhibant sa beauté. Leopoldo Marechal, ce grand écrivain argentin, disait que "c'est par le haut que l'on sort du labyrinthe".

Je crois, Barack, qu'après avoir perdu ta route en t'égarant sur des chemins de traverse, te voilà dans un labyrinthe où tu ne trouves pas d'issue, si ce n'est celle de t'enferrer de plus en plus dans la violence et l'incertitude, dévoré par la soif de domination, instrument des grands trusts, du complexe militaro-industriel, convaincu de ton omnipotence et que le monde entier est aux pieds des USA, dès lors qu'ils peuvent imposer leur puissance militaire et agresser des pays en toute impunité. Voilà la douloureuse réalité, mais il y a aussi la résistance des peuples qui refusent de se plier, face à la volonté des puissants.

Les atrocités commises par ton pays dans le monde sont si vastes qu'elles fourniraient une abondante matière constituant un défi pour les historiens qui voudront analyser et comprendre les comportements, la politique, les grandeurs et mesquineries qui ont conduit les USA à ce conditionnement des esprits ne leur permettant pas de tenir compte des autres réalités que la leur.

Vous avez fait de Ben Laden, auteur idéologique supposé de l'attaque contre les "Twin Towers", le grand Satan rouge qui terrorisait le monde et la propagande de ton gouvernement l'a présenté comme l'"axe du mal", afin de pouvoir justifier les conflits déclenchés permettant au complexe militaro-industriel d'écouler ses productions de mort.

Tu dois savoir que des enquêteurs ont estimé que les évènements tragiques du 11 septembre avaient beaucoup d'un « coup monté », notamment concernant l'avion qui s'est écrasé sur le Pentagone et l'abandon préalable de bureaux dans les « Twin Towers »; cet attentat qui a servi d'argument pour déclencher les guerres contre l'Irak et l'Afghanistan et aujourd'hui contre la Libye; s'appuyant sur le mensonge et la morgue d'un pouvoir prétendant toujours agir pour sauver les peuples, au nom de "la liberté et de la défense de la démocratie", avec le cynisme de nommer "dommages collatéraux" les femmes et

Suite à la page (18)

La seconde mort d'Oussama ben Laden

Paul CRAIG ROBERTS*

Si nous étions le 1er avril et non le 2 mai, nous pourrions prendre pour un poisson d'avril les gros titres de ce matin annonçant que Ben Laden a été tué dans une fusillade au Pakistan et rapidement immergé. En l'occurrence, nous devons les considérer comme une preuve de plus que le gouvernement des États-Unis a une croyance illimitée en la jobardise des Américains.

Pensez-y. Quelles sont les chances pour qu'une personne réputée atteinte d'une grave insuffisance rénale requérant des dialyses et souffrant, par-dessus le marché, de diabète et d'hypotension, puisse avoir survécu pendant dix ans dans un refuge de montagne ? Si Ben Laden avait été en mesure de se procurer du matériel de dialyse et les soins médicaux que son état exigeait, la simple expédition du matériel de dialyse n'aurait-il pas suffi à révéler l'endroit où il se cachait ? Comment se fait-il qu'il ait fallu dix ans pour le trouver ?

Considérez aussi les affirmations répétées des médias triomphalistes, prétendant que « Ben Laden s'est servi de ses millions pour financer des camps d'entraînement terroristes au Soudan, aux Philippines et en Afghanistan, envoyant des guerriers saints fomenter des révolutions et combattre avec les forces musulmanes intégristes en Afrique du Nord, en Tchétchénie, au Tadjikistan et en Bosnie ». Voilà bien des activités avec rien qu'une poignée de millions (peut-être les États-Unis auraient-ils dû lui confier la direction du Pentagone), mais la question principale reste : comment Ben Laden s'est-il débrouillé pour les faire circuler ses millions ? Le gouvernement US réussit à mettre la main sur les avoirs de gens et de pays entiers, la Libye n'étant que le plus récent. Pourquoi pas sur ceux de Ben Laden ? Ou se promenait-il avec cent millions de dollars sur lui en pièces d'or et envoyait-il ses émissaires distribuer tous azimuts les fonds destinés à ses opérations de grande envergure ?

L'annonce de ce matin pue la mise en scène. La puanteur émane des éditoriaux triomphalistes bouffis d'exagération, comme ces célébrants agitateurs de drapeaux qui scandent « USA-USA ». Que pourrait-il être en train de se passer d'autre ?

Il ne fait aucun doute que le président Obama a désespérément besoin d'une victoire. Il a commis l'erreur imbécile de relancer la guerre d'Afghanistan, et maintenant, au bout d'une décennie de combats, les États-Unis sont dans une impasse, sinon en pleine défaite. Les guerres des régimes Bush/Obama ont conduit le pays à la banqueroute, laissant d'énormes déficits et un dollar en chute libre dans leur sillage. Et le temps de la ré-élection approche. Les mensonges et tromperies divers et variés tels que les « armes de destruction massive » des dernières administrations ont eu des conséquences terribles pour les États-Unis et pour le monde. Mais toutes les tromperies ne sont pas les mêmes. Rappelez-vous : la seule et unique raison invoquée pour envahir l'Afghanistan fut d'y traquer Ben Laden. Maintenant que le président Obama a déclaré que Ben Laden venait d'être tué de plusieurs balles dans la tête par des forces spéciales US opérant dans un pays indépendant et jeté à la mer, il n'y a plus de raison de continuer la guerre.

Peut-être la chute à pic du dollar US dans les bourses étrangères rend-elle obligatoires de réelles réductions budgétaires, qui ne peuvent se faire qu'en mettant fin à des guerres interminables. Jusqu'à ce que le déclin du dollar atteigne son point de rupture, Oussama ben Laden, que beaucoup d'experts considèrent comme mort depuis des années, a été un épouvantail bien utile pour alimenter les caisses du complexe militaro-sécuritaire US.

* **Paul Craig Roberts**, ancien secrétaire d'état au Trésor de Reagan

Skynet blogs 2 mai 2011

Intervention de l'ambassadeur cubain au 186ème conseil exécutif de l'UNESCO!

Juan Antonio Fernandez, représentant de Cuba au 186ème conseil exécutif de l'UNESCO. Paris, le 10 mai 2011.

Madame la Présidente,
Madame la Directrice Générale,

Nous vivons dans un monde schizophrénique. C'est l'héritage du système capitaliste qui nous entraîne des crises aux guerres, et des guerres aux crises. C'est tout une spirale de violence qui se décharge toujours sur les travailleurs, les pauvres et les dépossédés du monde développé, mais aussi et surtout sur les populations du Tiers Monde.

L'orgie médiatique de ces derniers jours, depuis les frivolités de noces royales jusqu'à l'anéantissement extrajudiciaire de celui qui fut déclaré l'ennemi public numéro un dans la soi disant lutte contre le terrorisme, met en évidence dans toute sa cruauté la dictature médiatique que nous imposent les grandes corporations qui manipulent l'information et imposent le menu informatif que nous devons consommer. Elles décident ce que nous devons savoir, tout en taisant ou en tergiversant ce qu'on prétend dissimuler ou cacher.

Pendant ce temps, une coalition guerrière, avec des prétentions de gendarme mondial déclenche une guerre criminelle contre la Libye avec son corollaire de cibles sélectives et dégâts collatéraux. L'OTAN, qui viole la résolution 1973 imposée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, ne cherche que le changement de régime et le control des ressources pétrolifères de ce pays. Cuba exige qu'on mette fin à ces bombardements indiscriminés, qui touchent des quartiers résidentiels et des installations civiles libyennes, la télévision étatique incluse. Cuba exige aussi l'arrêt immédiat de l'agression armée et la recherche urgente d'une solution pacifique tenant compte du respect total de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Libye.

L'UNESCO, qui a proclamé dans sa Charte Constitutive que « vu que les guerres naissent dans le cerveau des hommes, c'est dans le cerveau des hommes que doivent s'ériger les remparts de la paix » ne devrait pas rester silencieuse face à cette situation.

Madame la Présidente,
Madame la Directrice Générale,

Notre agenda de travail continue d'être excessivement volumineux et dispersé. Les presque deux mille pages de documents **nous résultent** indigestes. Trop de rapports, beaucoup d'entre eux avec un langage cryptique et auto complaisant qui distrait notre attention et nous cachent l'important du marginal.

Nous nous approchons de la conclusion de l'actuelle période de deux ans, et ainsi à la moitié du mandat de notre Directrice Générale. Il faut reconnaître que la Directrice Générale a insufflé du dynamisme et du leadership dans sa gestion à la tête de l'Organisation dans sa volonté de revitaliser et dépasser la visibilité floue de l'UNESCO. Nous constatons certains succès importants: le renforcement de la priorité Afrique, des progrès dans l'égalité des genres, une certaine réduction des dépenses administratives, et une plus grande capacité de réaction face aux catastrophes comme celles de Haïti, du Pakistan, et plus récemment du Japon, un peuple avec lequel nous nous solidarisons.

Il reste encore beaucoup de chemin à parcourir pour mettre en place une profonde et nécessaire réforme qui ne peut pas se limiter seulement à des changements administratifs. Pour gagner en reconnaissance, pour rendre plus visible et crédible son action, l'UNESCO doit s'approcher plus des gens, et être reconnue au sein du territoire de son mandat pour sa contribution au développement. Nous n'avons pas besoin de continuer d'étudier la pauvreté et l'analphabétisme. Nous avons besoin d'en finir avec la pauvreté et de vaincre l'analphabétisme.

Les sujets cruciaux que ce Conseil doit examiner sont deux: la réforme, celle du dispositif hors du siège incluse, et le programme et le budget pour 2012-2013.

En ce qui concerne la réforme, nous continuerons d'insister qu'elle doit consister à déburocratiser le siège, et à renforcer les capacités et les programmes de l'UNESCO sur le terrain, ainsi que le caractère intergouvernemental de l'Organisation. Dans ce contexte, je souhaite reconnaître le travail positif réalisé par le Groupe de Travail Ad hoc de ce Conseil qui, sous la Présidence de Santa Lucia, nous présente une large proposition de réforme sur la base du rapport de l'Equipe Indépendante d'Evaluation Externe. Cuba se réjouit du caractère participatif de ce processus, et exprime son soutien au projet de décision proposé.

Au sujet du programme et du budget, nous observons une exécution globale acceptable, de l'ordre du 46%, à la fin 2010. Cependant, en détaillant les chiffres, nous constatons une inexplicable contradiction par secteur, ainsi que des dépenses toujours excessives et pas toujours justifiées en matière de personnel [et d'embauches] de consultants externes. Le projet du budget 2012-2013 doit prendre en compte ces insuffisances en priorisant les programmes et les activités, en diminuant encore plus les coûts administratifs, en recherchant plus d'efficacité, et aussi plus de contrôle et de transparence sur les ressources extrabudgétaires.

Madame la Présidente,
Madame la Directrice Générale,

Sans prétendre diminuer notre intérêt général pour tous les mandats de l'UNESCO, je souhaite me référer à une question essentielle.

La soi disant "priorité des priorités", qu'est l'Education, s'affiche toujours plus dans "l'échec des échecs". Les rapports que nous présente le secteur sont complètement divorcés de la réalité têtue de près de 800 millions d'analphabètes dans le monde dont les deux tiers sont des femmes.

Le rapport de l'auditeur externe à la Division pour la Promotion de l'Education de base (Doc 186 EX/30) confirme dans toute sa cruauté ce que Cuba ne cesse de dire de manière insistante, à savoir, que dans ce secteur les dépenses de personnel et les contrats de consultants croissent de manière exponentielle, tandis que les dépenses pour les activités diminuent d'un 36%. L'initiative LIFE adoptée en 2005, avec une crédibilité et une effectivité douteuses, se noie dans une ambiguïté structurelle.



L'ambassadeur Juan Antonio Fernandez représentant de Cuba à l'UNESCO

Pendant cette même période, Cuba, pauvre et soumise au blocus, avec sa méthode d'alphabétisation "Moi, oui je peux" a fait beaucoup plus que l'UNESCO à moindre coût en alphabétisant plus de 5 millions de personnes dans 28 pays d'Amérique latine, la Caraïbe, l'Afrique et l'Océanie.

Madame la Présidente,
Madame la Directrice Générale,

Il y a un an à peine nous nous sommes engagés à offrir une coopération substantielle pour la récupération et la reconstruction d'Haïti, suite au tremblement de terre dévastateur du 12 janvier 2010. Dans son cadre de compétence, l'action de l'UNESCO fut opportune et immédiate. Maintenant que les caméras et les microphones ont abandonné Haïti, nous avons l'obligation morale de continuer et d'accroître notre coopération solidaire avec cette nation dévastée, la première à rompre avec le joug colonial et à abolir l'esclavage odieux des noirs dans l'hémisphère américain.

Engagée avec l'UNESCO et les valeurs qu'elle représente, Cuba confie dans son leadership pour le renforcement et la refondation de cette Organisation.

Merci beaucoup.

(Cubaminrex-CNCU) 10 de mayo de 2011
Traduction : Association Suisse Cuba Genève Vendredi 13 mai 2011









Le patron du FMI, Strauss-Khan, pris au piège

Par Mike WHITNEY

Je n'ai aucun moyen de savoir si la femme de chambre de 32 ans qui affirme avoir été agressée et forcée à un acte de sexe oral sur la personne du patron du FMI, Dominique Strauss-Kahn, dit la vérité ou pas. Je laisse ça à la meute médiatique qui a déjà endossé l'habit du juge, du jury et du bourreau. Mais je dois dire que toute cette affaire me paraît louche, tout comme l'affaire Eliot Spitzer paraît louche. Spitzer, vous vous en souvenez peut-être, était l'adversaire le plus résolu de Wall Street et le probable candidat à tête de la SEC (organisme de contrôle boursier US – NdT), un poste où il aurait excellé. En fait, je n'ai aucun doute que si Spitzer avait été nommé à la tête de la SEC, la plupart des plus grands banquiers de Wall Street seraient actuellement en train de casser des cailloux dans un pénitencier fédéral. Il y avait donc suffisamment de raisons pour suivre chaque geste de Spitzer pour voir s'il n'y avait pas moyen de le salir. Et il se trouve que l'ex-gouverneur de New York a facilité la tâche de ses ennemis en achetant les services d'une prostituée de luxe nommée Ashley Dupre dans l'hôtel Mayflower. Lorsque l'information a éclaté, les médias sont tombés sur lui comme une nuée de sauterelles pour examiner à la loupe tous les moindres détails. Pendant ce temps, les escrocs de Wall Street ont pu pousser un soupir de soulagement et retourner à leur spécialité : arnaquer les investisseurs et voler les économies de toute une vie aux gens.

Strauss-Khan avait lui aussi des ennemis hauts-placés, et c'est pour cela que toute cette affaire pue. D'abord, Strauss-Khan était le candidat probable du Parti Socialiste Français face à Sarkozy lors les prochaines élections présidentielles. Le chef du FMI avait une avance sur Sarkozy qui a connu nombre de scandales personnels et a plongé dans les sondages d'opinion.

Mais si Strauss-Khan a été piégé, c'était probablement par le coalition des banquiers occidentaux, le groupe obscur de porcs égoïstes dont la politique a maintenu une grande majorité de la population mondiale dans la misère et le désespoir depuis 200 ans. Strauss-Khan s'était récemment écarté de la « ligne du parti » et était en train de modifier le cours du FMI. Sa conversion était défendue par l'économiste progressiste Joseph Stiglitz dans un article récent intitulé « Le changement du FMI ». Voici un extrait :« Le fait remarquable lors de la réunion annuelle de printemps du FMI a été l'effort souligné du Fonds de se démarquer de ses anciens principes sur le contrôle des capitaux et la flexibilité du marché du travail. Il semble qu'un nouvel FMI ait progressivement émergé, en douceur, sous la direction de Dominique Strauss-Khan.

Il y a un peu plus de 13 ans, lors de la réunion du FMI à Hong-Kong en 1997, le Fonds avait tenté d'amender sa charte pour s'accorder plus de possibilités pour pousser les pays vers une libéralisation des capitaux et des marchés. Le moment choisi ne pouvait être pire : la crise de l'Asie de l'est ne faisait que commencer – une crise largement provoquée par la libéralisation des capitaux et des marchés dans la région qui, eu égard à son fort taux d'épargne, n'avait aucune raison d'être.

Ce choix avait été défendu par les marchés financiers occidentaux – et par les ministres des finances occidentaux qui sont à leur service. La déréglementation financière était la principale cause de la crise globale qui a frappé les Etats-Unis en 2008, et la libéralisation des finances, des capitaux et des marchés ailleurs à favorisé la prolifération de la crise « made in America » à travers le monde. La crise a démontré que les marchés libres et non faussés ne sont ni efficaces ni stables. »

Ainsi, Strauss-Khan tentait d'adopter une politique plus positive, dans une direction qui n'exigerait plus des pays qu'ils ouvrent leurs économies aux ravages provoqués par les capitaux étrangers qui s'engouffrent – en faisant monter les prix et en créant des bulles – et qui se désengagent aussi rapidement en lassant derrière eux un fort taux de chômage, une consommation en chute libre, des industries brisées et une profonde récession.

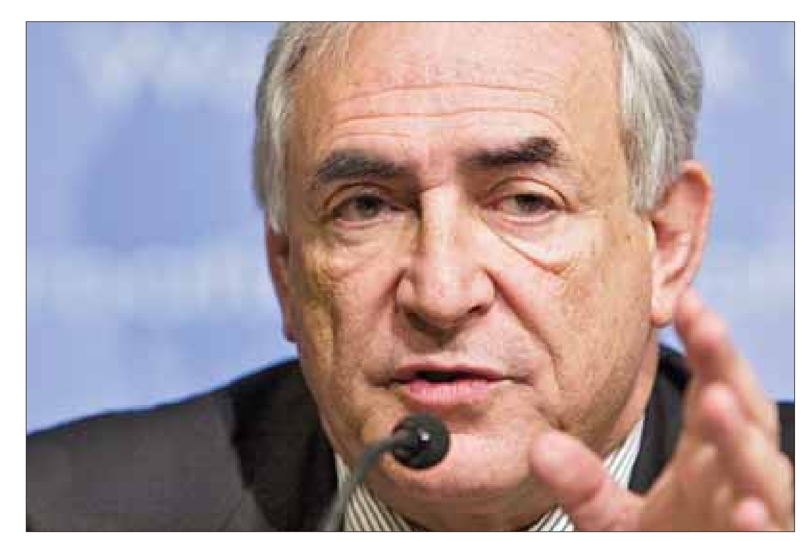
Strauss-Khan avait tracé une voie « plus douce », une voie qui n'obligerait pas les dirigeants étrangers à privatiser leurs industries nationalisées ni à briser les syndicats. Naturellement, ses initiatives n'étaient pas chaudement accueillies par les banquiers qui comptent sur le FMI pour légitimer leur actuel pillage du reste du monde. Ce sont ces gens-là qui pensent que la politique actuelle est « très bien comme elle est » parce qu'elle produit les résultats qu'ils espèrent, à savoir plus de profits pour eux et plus de misère pour les autres.

Encore Stiglitz, qui cette fois-ci donne le « baiser de la mort » à son ami Strauss-Khan : « Strauss-Khan a été un dirigeant sagace pour le FMI... Strauss-Khan a conclut son allocution devant le Brookings Institution peu avant la récente réunion du FMI : « Au final, l'emploi et la justice sont les bases d'une stabilité et prospérité économique, d'une politique de stabilité et de paix. C'est le cœur du mandat du FMI. Il doit être placé au cœur de notre programme. »

C'est ça. Maintenant, le FMI va se transformer en un agent de redistribution des richesses (pour) « renforcer les négociations collectives, restructurer les emprunts immobiliers, restructurer les impôts et les politiques de dépenses pour stimuler l'économie par le biais d'investissements à long terme et la mise en œuvre de politiques sociales qui accordent une égalité des chances » ? (selon Stiglitz)

Bonne chance, mon gars. Peut-on imaginer combien ce genre de discours peut énerver ceux qui sont au sommet ? Combien de temps pensez-vous qu'ils supporteraient ce genre de fadaises avant de décider que Strauss-Khan a besoin de prendre quelques congés ?

Pas longtemps, je parie. Lisez ceci de World Campaign et jugez par vous-mêmes si Strauss-Khan était devenu un « problème » qu'il fallait régler pour que les affaires, qui consistent à extirper la richesse des plus pauvres de la terre, puissent se poursuivre tranquillement : « Pendant des décennies, le FMI a été associé par les altermondialistes à tout ce qui n'allait pas dans la manière que les plus riches géraient le reste du monde, surtout les pays les plus pauvres, avec leur obsession d'exiger des politiques d'austérité en échange de leurs prêts, et une philosophie « d'écoulement de la richesse vers le bas » qui a permis aux élites traditionnelles de maintenir le statut quo tout en maintenant la majorité dans la misère. Avec un monde de plus en plus agité par ces réalités, et à la suite de la crise financière globale et des mesures de contrôle et autres politiques qui ont fait leurs preuves après la Grande Dépression, le directeur du FMI Dominique Strauss-Khan a fait quelques déclarations étonnantes sur comment le FMI et le monde devaient changer de politique.



Strauss-Khan a franchi la ligne rouge. C'est pour cela qu'ils l'ont piégé et écrasé.

Dans un article publié aujourd'hui dans le Washington Post, Howard Schneider écrit qu'après que le crash de 2008 ait abouti à un retour à la réglementation des sociétés financières et à plus d'engagement des gouvernements dans l'économie, selon Strauss-Khan « nous n'avons parcouru que la moitié du chemin, alors qu'il a dirigé le Fonds vers une remise en cause fondamentale de la pensée économique. Il a récemment exposé un récapitulatif général de ses conclusions : il faut renforcer le contrôle des marchés par l'état ; les politiques globales doivent produire une meilleure redistribution des revenus ; les banques centrales doivent limiter l'expansion trop rapide des emprunts et des prix de l'immobilier ; « il y aura un retour de balancier du marché vers l'état, » a déclaré Strauss-Khan lors d'une intervention à George Washington University la semaine dernière. « La mondialisation a donné beaucoup de résultats... mais elle a aussi un côté sombre, le fossé qui se creuse entre les riches et les pauvres. A l'évidence, il nous faut une nouvelle forme de mondialisation » pour empêcher que « la main invisible » des marché déréglementés ne se transforme en un « poing invisible ». http://wcampaign.org/issue.php?mid=...

Répétez après moi : « … remise en cause fondamentale de la pensée économique » … (une plus grande) « redistribution des revenus »... (plus) « de régulations des sociétés financières », « les banques centrales doivent limiter l'expansion trop rapide des emprunts et des prix de l'immobilier ».

C'est une blague ? Relisez encore une fois le passage et je pense que vous serez d'accord avec moi pour dire que Strauss-Khan a signé là son propre arrêt de mort. Il n'y aura pas de révolution au FMI. Fadaises. L'institution fut créée avec l'intention claire de dépouiller les gens et elle a fait un excellent travail à cet égard. Il n'y aura pas de changement de politique non plus. Pourquoi faire ? Est-ce que les banquiers et les grosses pontes des multinationales auraient soudainement acquis une conscience et décidé de donner un coup de main à l'humanité en souffrance ? Et puis quoi encore ?

Strauss-Khan a franchi la ligne rouge. C'est pour cela qu'ils l'ont piégé et écrasé.

Information Clearinghouse
17 mai 2011

Le directeur du Fonds monétaire international inculpé d'agression sexuelle

Par Alex Lantier

Le directeur du Fonds monétaire international (FMI), Dominique Strauss-Kahn, a été arrêté tôt dimanche matin pour acte sexuel criminel, tentative de viol et séquestration après une rencontre présumée avec une femme de chambre, à l'hôtel Sofitel de New York.

Strauss-Kahn devait se rendre à Berlin pour discuter avec la chancelière allemande Angel Merkel du renflouement grec et des crises financières européennes. Un entretien était également prévu en France avec des responsables du Parti socialiste (PS), le principal parti bourgeois de « gauche » dont il est un membre de premier plan. Jusqu'à hier, Strauss-Kahn était considéré être le candidat à l'élection présidentielle de 2012 en France ayant le plus de chances de défier le président Nicolas Sarkozy.

Selon une employée de 32 ans de l'hôtel Sofitel, Strauss-Kahn l'a agressée samedi à 13 heures après qu'elle soit entrée dans sa suite à 3.000 dollars la nuit, afin d'y faire le ménage, ne réalisant pas qu'il s'y trouvait encore. Il serait sorti nu de la salle de bains, l'aurait poursuivie dans un couloir et l'agressée sexuellement après l'avoir entraînée dans une chambre à coucher ; elle aurait cependant pu ensuite se libérer.

Après que la femme se soit enfuie, elle a prévenu le personnel de l'hôtel qui a appelé le New York City Police Department (NYPD). Selon les autorités, Strauss-Kahn s'est enfui de sa chambre d'hôtel en oubliant d'emporter son téléphone portable. Il a été arrêté à 16 heures 40 par des officiers de police de l'Autorité des ports de New York et du New Jersey dans sa cabine de première classe du vol Air France 23, dix minutes avant le décollage de l'avion pour Paris.

L'employée du Sofitel a été emmenée à l'hôpital Roosevelt de Manhattan pour être traitée pour des blessures mineures. Jorge Tito, le directeur du groupe Accor, propriétaire du Sofitel New York, a publié une déclaration disant : « Nous tenons à préciser que notre employée travaille au Sofitel New York depuis trois ans et donne entière satisfaction tant en ce qui concerne la qualité de son travail que par son comportement. »



Dominique Strauss-Kahn, le directeur du FMI, a été arrêté tôt dimanche matin pour acte sexuel criminel, tentative de viol et séquestration



L'hôtel Sofitel



DSK et son épouse Anne-Sinclair

Strauss-Kahn a été remis au Bureau spécial des victimes du NYPD puis arrêté dimanche à 14 heures 15. L'avocat de Strauss-Kahn, Benjamin Brafman, a dit que son client niait toutes les accusations et plaiderait non coupable.

Anne Sinclair - la troisième épouse de Strauss-Kahn, ancienne journaliste de télévision et héritière de la fortune du marchand d'art Paul Rosenberg - a publié un bref communiqué disant qu'elle ne doutait pas que « son innocence soit établie. » Selon un article paru dans France Soir, elle projette de faire mener une enquête sur l'employée du Sotifel.

Une porte-parole du FMI a confirmé l'arrestation de Strauss-Kahn en ajoutant que « le FMI reste totalement opérationnel. » Le FMI a désigné le premier adjoint de Strauss-Kahn au FMI John Lipsky, ancien responsable à la banque JP Morgan et au Ministère américain des finances, au poste de directeur intérimaire.

Selon des sources tant de droite que du PS, Strauss-Kahn avait été à plusieurs reprises ces dernières années, confronté à des allégations de manquements sexuels. En 2007, la journaliste Tristane Banon, avait allégué avoir subi une agression sexuelle il y a plusieurs années bien qu'elle n'ait pas porté plainte de crainte que ceci ne signifie la fin de sa carrière. En 2008, la député Aurélie Filipetti avait dit, après une proposition « très lourde, très appuyée » de Strauss-Kahn, « Je me suis arrangée pour ne pas me retrouver seule avec lui dans un endroit fermé. »

Après la révélation de l'affaire de Strauss-Kahn avec une économiste hongroise employée du FMI, Piroska Nagy, l'enquête du FMI avait conclu que la relation reflétait « une grave erreur de jugement. »

Strauss-Kahn, qui avait été ministre dans plusieurs gouvernements PS, personnifie la politique réactionnaire de cette organisation - un parti de l'aristocratie financière qui est profondément hostile au socialisme et aux luttes de la classe ouvrière. Il souligne le rôle profondément malhonnête et réactionnaire de divers groupes de « gauche » en France, tels le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) ou Lutte Ouvrière (LO), qui continuent encore de présenter le PS comme un parti socialiste ou de « gauche. »

Strauss-Kahn avait débuté dans les années 1970 comme membre de l'Union des étudiants communistes (UEC), une organisation de jeunesse du Parti communiste français, stalinien (PCF), alors qu'il faisait des études de droit et de sciences économiques. En 1976, il rejoignait le Parti socialiste (PS) qui était alors un véhicule électoral nouvellement formé par François Mitterrand.

Ceci avait fait partie d'un vaste mouvement d'étudiants exradicaux, qui furent politisés après les protestations des étudiants et la grève générale de 1968, et qui furent recrutés pour former ce qui allait devenir le principal personnel politique de la bourgeoisie dans les années 1980 sous la présidence de Mitterrand.

De nombreuses figures d'organisations pseudo-« gauche » avaient également rejoint le PS à l'époque pour occuper des positions de pointe. Ces figures comprennent Pierre Moscovici, Julien Dray et Henri Weber (de la Ligue communiste révolutionnaire [LCR], aujourd'hui le Nouveau parti anticapitaliste) ; Jean-Christophe Cambadélis, issu de l'Organisation communiste internationaliste (OCI), aujourd'hui le Parti ouvrier indépendant (POI) et, l'exemple le plus connu, Lionel Jospin qui allait devenir premier ministre.

En tant que législateur et spécialiste politique du PS, sous Mitterrand dans les années 1980, Strauss-Kahn avait servi comme ministre pour devenir ensuite lobbyiste dans les années 1990. En tant que ministre des Finances dans le gouvernement de la « gauche plurielle » de Jospin entre 1997 et 2002, Strauss-Kahn avait privatisé plusieurs entreprises publiques - France Télécom, le Crédit Lyonnais et le groupe d'électronique de défense, Thomson-CSF. Après sa démission comme ministre de l'Economie des Finances et de l'Industrie après un scandale à la corruption en 1999, il demeura une figure influente au sein du PS et des milieux d'affaires, pour occuper le poste de directeur du FMI après sa nomination par Sarkozy en 2007.

Dans sa qualité de directeur du FMI, il a supervisé les coupes sociales brutales qui ont appauvri les travailleurs dans de nombreux pays endettés - en Grèce, en Irlande, en Lettonie, en Hongrie, en Roumanie et au Pakistan - en échange de prêts du FMI. Il avait dernièrement supervisé les négociations financières menées avec la dictature militaire

Suite à la page (17)

Hillary Clinton choisit la conseillère de Cheney comme porte-parole



Le Secrétaire à la Défense des Etats-Unis Donald H. Rumsfeld et l'Ambassadeur des Etats-Unis à l'OTAN Victoria Nuland sous l'administration de George W. Bush

Hillary Clinton s'est résolue à se séparer de son porte-parole, P.J. Crowley, dont le Pentagone exigeait la tête après qu'il se fut permis de critiquer le traitement brutal infligé au soldat Bradley Manning, source présumée de Wikileaks.

La secrétaire d'État a décidé de scinder sa fonction en deux : d'une part Mike Hammer deviendra sous-secrétaire d'Etat pour les relations publiques ; d'autre part Victoria Nuland (photo) conduira les conférences de presse. C'est le grand retour sur le devant de la scène de Mme Nuland. Elle avait été ambassadrice adjointe (2001-03), puis ambassadrice à l'OTAN (2005-08). À ce poste, elle avait invoqué l'article 5 du traité de l'Atantique-Nord pour exiger la mobilisation alliée en Afghanistan au titre de l'assistance due à la suite des attentats du 11 septembre 2001.

De 2003 à 2005, elle avait été la conseillère en politique étrangère du vice-président Cheney. Championne des oxymores, elle avait développé l'idéologie selon laquelle la guerre permettrait de démocratiser le Proche-Orient élargi. Outre, l'Afghanistan et l'Irak, elle avait particulièrement suivi le Liban et la Syrie.

Victoria Nuland est l'épouse du politologue Robert Kagan, éditorialiste au Washington Post. Cofondateur du Project for A New American Century, Kagan est un néoconservateur de choc.

Mme Nuland est aussi la belle-sœur de l'historien militaire Frederick Kagan. Également membre du Project for A New American Century, Frederick Kagan a par le passé été l'un des principaux propagandistes de la guerre en Irak. A ce titre, il s'est battu contre la Commission Baker-Hamilton (dont Léon Panetta, le nouveau secrétaire à la Défense faisait partie). Il a été nommé par le général David Petraeus (désormais patron de la CIA) pour l'aider à lutter contre la corruption en Afghanistan.

La nomination de Victoria Nuland comme porte-parole d'Hillary Clinton intervient alors que le département d'État se cherche un nouveau discours, non pas pour justifier la guerre cette fois, mais la contre-révolution.

Réseau Voltaire 17 mai 2011

Colombie : Walid Makled extradé vers le Venezuela



Walid Makled, ce Vénézuélien d'origine syrienne avait été arrêté en août 2010 en Colombie

Le présumé trafiquant de drogue Walid Makled est arrivé le 9 mai au Venezuela. Ce Vénézuélien d'origine syrienne avait été arrêté en août 2010 en Colombie, avec l'aide de l'agence américaine de lutte contre la drogue (DEA). Au Venezuela, il est poursuivi pour homicides, trafic de drogue et blanchiment d'argent. La justice américaine l'accuse, pour sa part, d'avoir acheminé de la cocaïne aux Etats-Unis. Il dit détenir des informations compromettantes sur le gouvernement de Chávez.

CSL 17 mai 2011

Suite de la page (4)

tiraient les ficelles en vue de semer la pagaille et le rétablissement le statu quo ante, chaque fois qu'Haïti prenait la voie de la stabilité politique, économique et sociale ?

En 2003-2004, les Etats-Unis, la France, le Canada et leurs alliés ont fomenté un coup d'Etat/kidnapping contre un président démocratiquement élu trois ans plus tôt, provoquant ainsi son renversement le 29 février 2004. En instaurant un gouvernement corrompu à la base, soutenu par des forces d'occupation indigènes, l'instabilité, la corruption, l'impunité, la mauvaise gouvernance et l'Etat corrompu ont été rétablis dans l'unique but de perpétuer le système d'exploitation sauvage, de domination et d'exclusion.

Edmond Mulet, un agent de l'impérialisme a accompli son travail pour lequel le peuple haïtien paie et paiera de génération en génération. Les dernières élections frauduleuses présidentielles et législatives du 28 Novembre 2010 et du 20 mars 2011 en témoignent. Edmond Mulet avec ses forces d'occupation ont imposé un président au peuple haïtien puis il s'en va avec une sorte de satisfecit.

Le mandat d'Edmond Mulet en tant que représentant du Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon avait pris fin en février 2011. Il avait accepté de prolonger son séjour jusqu'à l'entrée en fonction du président entrant Michel Joseph Martelly le samedi 14 mai. Dimanche 15 mai, soit un jour après l'investiture de celui-ci, il a quitté ses fonctions en Haïti pour se rendre au siège des Nations Unies à New York. Il était le représentant le plus contesté de tous pour son style direct jugé trop arrogant et son ingérence dans les affaires que certains croient internes d'Haïti. Il a été perçu pendant un certain temps comme un « kavalye Polka» du président René Préval, mais d'un coup, ce dernier est devenu pour lui la bête à abattre, au point qu'il a failli le faire embarquer à la fin de la journée électorale bouleversée et bouleversante du 28 Novembre 2010. Ce comportement fut dénoncé plus tard par l'ancien représentant de l'OEA en Haïti, Ricardo Seitenfus, qui en récompense a été honoré par René Préval avant de quitter Haïti.

Edmond Mulet est parti et le peuple haïtien ne souhaite pas le revoir, vu que les forces d'occupations de l'ONU continuent de souiller le territoire sacré de Dessalines. Elles ont passé sept (7) longues années, soi-disant pour stabiliser un pays qui n'a jamais été guerre, alors que Edmond Mulet a évoqué l'instabilité comme l'une des causes empêchant le développement du pays.

L'ancien représentant de l'OEA, Ricardo Seitenfus quant à lui, a fait savoir en décembre 2010 *que « La communauté internationale a le sentiment de devoir refaire chaque jour ce qu'elle a terminé la veille. La fatigue d'Haïti commence à poindre. »* Haïti est depuis longtemps fatiguée de tous les néo-colonialistes et de leurs instruments de domination qui l'ont rendue l'unique pays le moins avancé du continent Américain.

Convocation pour un sommet de l'extrême droite au Capitole de Washington contre l'Alba

Par Jean-Guy Allard & Tania Hernández

Ileana Ros-Lehtinen, élue républicaine d'origine cubaine à la Chambre des Représentants des États-Unis et Présidente du Comité des Affaires étrangères de la Chambre Basse, vient de lancer une convocation pour un sommet de l'extrême droite au Capitole de Washington dans le but d'attaquer et de diffamer les pays membres de l'ALBA, l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de notre Amérique, le Venezuela, la Bolivie, l'Equateur, Cuba et le Nicaragua.

La rencontre est prévue pour le 26 mai. Elle sera placée sous le mot d'ordre "Légitimité perdue? Comment le Socialisme du XXIè siècle subvertit la démocratie en Amérique Latine". Le but de ce sommet est de « dénoncer" que les pays progressistes de l'Amérique Latine ont uni leurs forces pour affronter l'empire de la loi et démontrer prétendument que ces pays violent systématiquement les droits humains de leurs citoyens".

La réunion est placée sous les auspices de l'Americas Forum, association qui a comme tâche principale de faire de la propagande sale contre les pays qui refusent de se soumettre aux diktats du Département d'État des Etats-Unis.

Parmi les « vedettes de cette assemblée d"extrémistes et de putschistes se trouve le mercenaire médiatique vénézuelien, Moisés Naím, l'ex ministre de Carlos Andrés Pérez, justement au moment du massacre du Caracazo. Moisés Naím est un défenseur furibond de l'État israélien, tout comme Ros-Lehtinen. Il fait de la propagande de l'extrême droite, il est toujours prêt à diffuser des informations déformées contre les pays qui osent briser l'ordre impérial. Naím a été membre de la direction de la Banque Mondiale, il travaille pour la revue Foreign Policy. Il écrit aussi des commentaires tout spécialement pour El País, d'Espagne.

Un autre personnage qui figure parmi les participants est l'homme de confiance de Ros-Lehtinen pour l'hémisphère, le Représentant Connie Mack, celui qui avait suggéré, lors d'une autre assemblée de l'extrême droite d'assassiner Hugo Chavez. Ce monsieur organise des campagnes pour obtenir que le Venezuela figure sur la liste des pays que le département d'état étasunien qualifie de « promoteurs du terrorisme ».

Il y rencontrera l'assesseur de politique international de l'ex-chef du gouvernement espagnol, José María Aznar, Alberto Carnero, de la phalangiste Fondation FAES, d'Espagne. Carnero est un ami personnel de Carlos Alberto Montaner, considéré comme l'«intellectuel » de la CIA, très impliqué dans le terrorisme contre Cuba.

On annonce également la présence de "plusieurs représentants de la société » des pays que les organisateurs de ce show médiatique s'apprêtent à agresser et qui ne sont pas identifiés.

Encouragés par le départ du sous secrétaire d'État pour les questions de l'hémisphère occidental, du gouvernement des États-Unis, Arturo Valenzuela, qu'ils ont contribué à discréditer et à expulser, des sénateurs et des congressistes républicains de l'extrême droite ont décidé de promouvoir une nouvelle offensive latino-américaine.

Ileana Ros-Lehtinen, a salué la séparation d'Arturo Valenzuela, en signalant que " les intérêts étasuniens ont souffert, sous sa gestion, " une grande détérioration. Elle a signalé que le prochain Sous secrétaire d'état pour l'hémisphère occidental ne doit permettre plus à des tyrans qui maltraitent leurs peuples, affaiblissent les principes démocratiques et s'allient avec des régimes anti-étasuniens, d'augmenter leur influence ».

Cela fait à peine quelques mois,



Ileana Ros-Lehtinen avait convoqué au Capitole un autre sommet du réseau putschiste latino-américain au cours duquel, Otto Reich, Roger Noriega et d'autres ex-membres du clan Reagan/Bush avaient pris la parole.

Ileana Ros-Lehtinen avait convoqué au Capitole un autre sommet du réseau putschiste latino-américain au cours duquel, Otto Reich, Roger Noriega et d'autres ex-membres du clan Reagan/Bush avaient pris la parole.

Cette Représentante républicaine, qui condamne les pays de l'ALBA pour de prétendues violations des droits de leurs citoyens, a été au coté de Connie Mack, les premiers élus étasuniens qui en 2009, ont demandé l'appui du gouvernement étasunien pour le régime putschiste installé par Roberto Micheletti au Honduras.

Élue grâce à une campagne "humanitaire" pour libérer le terroriste Orlando Bosch, qui était alors arrêté à Miami, Ileana Ross, connue aussi sous le nom de " La Sorcière du Capitole", a proclamé cela fait quelques mois, son appui à Alejandro Peña Esclusa, individu arrêté à Caracas pour terrorisme. Il dirige le groupe UnoAmérica, qui regroupe des partisans nostalgiques du Plan Condor.

RHC 12 mai 2011

Suite de la page (16)

en Egypte alors même que celle-ci s'efforce de combattre la résistance de la classe ouvrière après le départ d'Hosni Moubarak.

Jusqu'à récemment, Strauss-Kahn apparaissait en tête des sondages sur les élections présidentielles de 2012 en raison de l'hostilité de masse à l'encontre de la politique droitière de Sarkozy. Il avait toutefois déjà essuyé des critiques de la part des médias pour son train de vie fastueux. Il est fait état d'un costume à 30.000 dollars acheté à New York et des photos le montrent dans la presse sortant d'une Porsche appartenant apparemment à l'un de ses principaux collaborateurs, Ramzi Khiroun.

Les politiciens français ont exprimé surprise et inquiétude face aux conséquences des accusations portées contre Strauss-Kahn pour les élections de 2012. L'impopularité de Sarkozy fait que dans les sondages il traîne à la fois derrière Strauss-Kahn et la candidate néofasciste Marine Le Pen. La secrétaire générale du PS, Martine Aubry, a qualifié l'accusation de Strauss-Kahn de « coup de tonnerre. »

Jacques Attali, le responsable de longue date du PS, a mis en garde que Strauss-Kahn ne pourrait « pas être candidat à la primaire [du PS]. »

Les concurrents potentiels de Strauss-Kahn pour la désignation du candidat du PS aux primaires ont fait des déclarations prudentes. Ségolène Royal a demandé à attendre « que la justice se prononce, » en ajoutant : « Personne ne peut profiter de ses difficultés. » L'ancien secrétaire général du PS, François Hollande, qui a annoncé sa candidature à la primaire du PS, a aussi lancé une mise en garde qu'il fallait « se garder de toute conclusion prématurée. »

Un conseiller anonyme de Sarkozy a confié au Monde : « Cela serait arrivé à quinze jours de la présidentielle, cela aurait été le coup de théâtre qui l'aurait empêché d'aller jusqu'au bout. Là, nous sommes dans une période trouble. Tout change, toutes les semaines, pas par petites touches, mais par cataclysme. »

Wsws 16 mai 2011

Suite de la page (13)

les enfants tués. Une situation que j'ai vécue en Irak, à Bagdad lors des bombardements sur la ville et l'hôpital pédiatrique, ainsi que des crèches, tous victimes de ces “dommages collatéraux”.

La parole est ainsi dépouillée de sa valeur et de son sens, où l'assassinat devient une mort pour que tu puisses affirmer que les USA ont enfin « mis fin aux jours » de Ben Laden. Il ne s'agit pas pour moi de le défendre sous aucun prétexte, j'ai toujours été contre tout terrorisme, qu'il soit le fait de groupes armés, ou qu'il relève du terrorisme d'État auquel se livre ton pays dans diverses parties du monde en soutenant des dictateurs, en imposant des bases militaires et des interventions armées, en exerçant la violence afin de rester par le recours à la terreur l'axe du pouvoir mondial. N'y aurait-il donc qu'un seul “axe du mal”? Comment le nommerais-tu ?

Est-ce pour cette raison que le peuple des USA éprouve tant de frayeur face aux éventuelles représailles de ceux qu'ils appellent l'“axe du mal”? Le simplisme et l'hypocrisie pour justifier l'injustifiable. La paix constitue une dynamique de vie dans les relations entre les personnes et les peuples ; c'est un défi à la conscience de l'humanité; sa voie est ardue, quotidienne et emplie d'espoir, où les peuples sont acteurs de leur propre vie et de leur propre histoire. Nul ne fait de la paix un cadeau, elle se construit, et c'est ce qui te manque, mon garçon : du courage pour assumer la responsabilité historique face à ton peuple et à l'humanité.

Tu ne peux pas continuer à vivre dans le labyrinthe de la peur et de la domination de ceux qui gouvernent les USA, au mépris des traités internationaux, des pactes et protocoles, signés par des gouvernements qui n'en respectent pas les termes et n'en assument aucun des engagements, mais prétendent parler au nom de la liberté et du droit.

Comment peux-tu parler de paix, si tu ne respectes rien, si ce n'est les intérêts de ton pays ? Comment peux-tu parler de liberté quand tu détiens dans tes prisons des innocents à Guantánamo, aux USA, en Irak, notamment dans celle d'Abou Ghraïb, et en Afghanistan ? Comment peux-tu parler des droits humains et de la dignité des peuples quand tu les violes en permanence et imposes des blocus à ceux qui ne partagent pas ton idéologie et doivent endurer tes abus? Comment peux-tu envoyer des forces militaires en Haïti après un tremblement de terre dévastateur et non pas de l'aide humanitaire à ce peuple qui a tant souffert ?

Comment peux-tu parler de liberté quand tu massacres les peuples du Moyen-Orient en propageant guerres et tortures, dans des conflits interminables qui font couler le sang des Palestiniens et des Israéliens ?

Barack : regarde au-dessus de ton labyrinthe, peut-être y apercevras-tu une étoile qui puisse te guider, même si tu sais que tu ne l'atteindras jamais, comme l'a si bien dit Eduardo Galeano. Essaie de garder la cohérence entre ce que tu dis et ce que tu fais, c'est la seule façon de ne pas perdre ton cap. C'est un défi de la vie.

Le Prix Nobel de la Paix est un instrument au service des peuples, et jamais pour la vanité personnelle. Je te souhaite beaucoup de force et d'espoir dans l'attente que tu trouves le courage de corriger ton chemin afin de trouver la sagesse de la paix.

Notes

Un jour comme aujourd'hui, il y a 34 ans, j'ai recouvré la vie; j'ai été victime d'un “vol de la mort” [supplice consistant à être jeté d'un avion dans l'eau infligé aux prisonniers politiques, NdT] pendant la dictature militaire argentine soutenue par les USA et, grâce à Dieu, j'en ai survécu et j'ai dû sortir par le haut du labyrinthe du désespoir et découvrir dans les étoiles la voie pour déclarer comme le prophète : “L'heure la plus sombre est celle qui précède l'aube.”

Adolfo Pérez Esquivel
Nobel de la Paix 1980
Buenos Aires, 5 mai 2011
Traduit par Pedro da Nóbrega
Edité par Fausto Giudice
Tlaxcala 16 mai 2011

continued from p(9)

news for you. Not only will I ask for school to be free, but I am going to fight for school to be obligatory. That is how we will get kids out of the streets, that's responsible leadership, that's how Haiti will get out of poverty.”

Who knew it was that simple? We just educate everybody for free. Problem solved!

Then Martelly issued a warning to people who might want to demonstrate to demand the very things he is promising like schools, jobs, healthcare, justice, food, housing, and an end to impunity, occupation, neoliberal reforms and social injustice. “*And on this point I'm not negotiating,*” he threatened. “*If someone thinks they are going to come and create disorder, throw rocks, break things, and create instability so the country can't function, I regret to inform you, the law will deal with you, the law will act as it should.*” Ironically, Martelly, with Washington's help, got to power precisely by fomenting violent demonstrations just months ago in towns like Port-au-Prince and Aux Cayes, the type of demonstrations he now says he'll repress. On Dec. 7, 8, and 10, following the publication of the Nov. 28 election results, Martelly's partisans burned down political parties' headquarters and government offices, torched cars, and looted stores. His “*trouble-makers*” forced the closure of the Port-au-Prince airport for nearly a week.

President Martelly seems to have forgotten that he himself was a “*trouble-maker*” often in the past. During the 1991-1994 coup, he is said to have been a member of the putschist “*Ninja*” army, and in 2003-2004 he supported the “*Grenn nan bounda*” demonstrators who helped carry out the coup against the elected government of President Jean-Bertrand Aristide. One must remind the president that freedom, the right to protest, is recognized by the Haitian Constitution and was an important achievement of the Haitian people's long struggle that culminated in the Duvalier dictatorship's overthrow in 1986.

Finally Martelly thanked the “*international community*” – which simply means Washington and its allies – for placing him at the head of the country to do their job. “*I want to tell you that without the appreciated support of the international community, once again, one time too many, the people's vote would have been stolen,*” he said. “*The Haitian people should be proud and the friends of Haiti should be recognized.*”

To close the inaugural ceremonies, a luncheon was given in honor of various foreign delegations at the Hotel Karibe Convention Center in Pétion-Ville. Nations were represented mostly by former heads of state and ambassadors, foreign ministers, or officials, and very few by acting heads of state. The U.S. delegation was headed by former president Bill Clinton, who is also the UN Secretary General's Special Envoy to Haiti, and Ambassador Kenneth Merten. France sent its special coordinator for Haiti and its chief diplomat, Alain Juppé, along with Ambassador Didier Le Bret. Canada sent its Minister for International Cooperation, Beverley J. Oda. The Bolivarian Republic of Venezuela sent its vice-president, Hector Rodriguez Gargo.

Presidents Leonel Fernandez of the Dominican Republic and Porfirio Lobo of Honduras were present, as were Prime Ministers Bruce Golding of Jamaica and Desiré Bouterse of Suriname. Representatives of the United Nations, Organization of American States, the Interamerican Development Bank, the European Union, and the Vatican also attended.

Former Haitian President Jean-Bertrand Aristide did not attend, nor did former “*President for Life*” Jean-Claude Duvalier. The only former Haitian heads of state were 1990 interim appointed President Ertha Pascale Trouillot and outgoing President René Préval and his wife, Elisabeth Delatour. There were, of course, former presidential candidates, such as Gérard Gourgue, Jean Henry Céant, Chavannes Jeune, Eric Smarcki Charles and others, including even those who had called for the annulment of the Nov. 28 elections. Hundreds of supporters and people who were just plain curious watched the spectacle. UN troops (MINUSTAH) and the Haitian National Police provided tight security for the inauguration.

It should be recalled that over 75% of Haiti's 4.7 million voters abstained from voting in both rounds of the “*selections*” that brought Martelly to power. By garnering only about 16% of the electorate, he has a very weak mandate.

Finally, although Haiti is the only nation in the Americas on the list of Least Developed Countries, its inaugural ceremonies cost some $ 4.5 million, according to the Miami Herald. Martelly's team claims that the price tag was only $ 2 million. Somebody has some explaining to do.

Suite de la page (4)

a été reconnu par la constitution haïtienne et de plus c'est un acquis de la longue lutte du peuple haïtien qui a conduit au renversement de la dictature des Duvalier en 1986.

Enfin il a remercié la communauté internationale qui l'a placé à la tête du pays pour faire son travail. « *Je veux vous dire que sans le support apprécié de la communauté internationale, une fois de plus, une fois de trop, le vote populaire aurait été confisqué. Que le peuple haïtien en soit fier et que les amis d'Haïti en soient remerciés.* » a-t-il déclaré.

Pour clôturer les cérémonies d'investiture du nouveau président d'Haïti, un déjeuner a été offert en l'honneur des différentes délégations étrangères à l'hôtel Karibe Convention Center, à Pétion-Ville. Des pays et des institutions internationales s'étaient fait représenter par d'anciens chefs d'Etat, des ambassadeurs, des ministres des Affaires étrangères, des fonctionnaires et par de très peu chefs d'Etat en fonction. Les Etats-Unis étaient présents au sein d'une délégation composée de : l'ex-président et envoyé spécial de Ban Ki-Moon, William Jefferson Clinton, l'ambassadeur accrédité en Haïti, Kenneth Merten ; Alain Juppé et l'ambassadeur français en Haïti, Didier Le Bret ; le Canada par la ministre de la coopération internationale, Beverley J. Oda ; la République populaire de Cuba par le vice président du Conseil d'État Esteban Lazo ; la République Bolivarienne du Venezuela, par son vice-président, Hector Rodriguez Gargo ; la République Dominicaine par son président, Leonel Fernandez Reyna ; le Honduras par son président, Porfirio Lobo ; la Jamaïque par son Premier ministre, Bruce Golding ; le Surinam par le Premier ministre, Desiré Bouterse et d'autres représentants des pays de la Caraïbe. Des représentants de l'ONU, de l'OEA, de la BID, de l'Union Européenne, de l'UNESCO, du Vatican entre autres ont assisté aux cérémonies d'investiture du 56e président d'Haïti.

Assistaient également aux cérémonies de la passation de pouvoir une ancienne présidente de facto d'Haïti Hertha Pascal Trouillot et d'anciens candidats à la présidence : en l'occurrence, Gérard Gourgue, Jean Henry Céant, Chavannes Jeune, Eric Smarcki Charles et autres. Des centaines de partisans et curieux ont répondu présents pour regarder les défilés. La Minustah et la Police Nationale d'Haïti (PNH) ont assuré la sécurité du centre-ville au moment des activités d'investiture.

Les activités de la passation de pouvoir entre le président sortant, René Préval et celui entrant Michel Joseph Martelly, issu des élections marquées par une forte abstention estimée à plus de 75%. Sur 4.7 millions d'électeurs, seulement environ 1 million s'était rendu aux urnes le dimanche 20 mars dernier lesquelles élections ont coûté au seul pays qui figure sur la liste de PMA de l'Amérique la bagatelle de 4.5 millions de dollars US soit 18 millions de gourdes, selon le Journal Miami Hérald. Mais pour l'équipe de Michel Martelly qui gère le dossier de la passation de pouvoir, c'était autour de 2 millions de dollars. Le peuple haïtien en général et les contribuables en particulier doivent avoir des explications.

Suite de la p(3)
Décaissement...

ment au peuple haïtien, n'a rien à voir avec l'accession au pouvoir du nouveau président Sweet Micky Martelly. Dans le cas de l'Alliance Bolivarienne pour l'Amérique Latine (ALBA), rappelons qu'en 2007, le président vénézuélien Hugo Chavez avait signé des accords importants qui ont engagé Haïti, Cuba et le Venezuela. Selon les clauses de ces accords, 80 millions de dollars US étaient destinés à construire une raffinerie de pétrole, 56 millions devaient être alloués à une centrale thermique, 4 millions à construire une usine de gaz liquide, 3 millions pour collectes de déchets et une certaine quantité au programme cubain de renforcement des soins de santé en Haïti.

En terme d'un second rappel, la totalité de la dette de 400 millions de dollars US d'Haïti envers le Venezuela, montant dû au programme vénézuélien Petrocaribe, a été annulée. C'était entre autre une forme de participation de la République bolivarienne à la reconstruction d'Haïti.

Suite de la p(3)
Un nouveau...

n'oubliera jamais, puisque ayant es suyé toutes les dures épreuves et les mauvaises expériences comme : le massacre de Cité Soleil en 2004 et cette épidémie de cholera répandue dans tout le pays dans les années 2010 – 2011 qui a décimé environ 5 mille concitoyens.

L'expérience d'Haïti avec le gouverneur Mulet soutenu par les gouvernements haïtiens- sous-fifres, reste un long cauchemar. Le nouveau gouverneur Mariano Fernandez qui prendra la tête de la MINUSTAH le 31 mai prochain, fut ambassadeur du Chili aux Etats-Unis dans la période de 2006 à 2009, diplomate accrédité au Royaume Uni pendant 4 ans (2002 – 2006). Il fut aussi entre 2000 et 2002, Ambassadeur en Espagne et dans la période comprise entre 1992 et 1994 Ambassadeur du Chili en Italie, pour ne citer que ces postes-là.

Michel Martelly ou le Triomphe de la Médiocratie

Par Castro Desroches

Lorsque les clameurs des protestataires se seront tues, le 4 avril entrera dans les annales de l'Histoire, comme une journée de deuil national. Un nouveau 22 septembre. Après le gros bleu et le kaki, c'est le rose qui est devenu aujourd'hui la couleur de la déchéance dans un pays livide, écorché à l'arme blanche. Comme si le séisme du 12 janvier 2010 ne suffisait pas, une autre catastrophe (potentiellement plus grave, qui sait ?) est venue asséner le coup de grâce à Haïti. Un an plus tard (et plus triste), les rêves de milliards, de reconstruction et de refondation de la Nation haïtienne se sont vite transformés en cauchemar. Tours de Babel. Babylone. Baby Doc. Ruines de Pompéi. Châteaux de cartes. Coup de poker électoral. Châteaux de sables. L'amer à boire et le « poison » d'avril servis sur un plateau d'argent. Naufrage national entre vents et marées. Mer de Dieu, priez pour nous pauvres « pêcheurs », maintenant et à l'heure de notre mort, Amen.

Avec la bénédiction des prêcheurs en eaux troubles, Sweet Micky va présider pendant cinq ans (ou cinq mois, c'est selon) aux destinées de ce singulier petit pays que l'historien Roger Gaillard appelait à juste titre La République Exterminatrice. Partie du grand Nord, dans son voyage triangulaire, la bouteille à la mer lancée du grand bateau fou a finalement atterri sur les côtes squelettiques d'Haïti. Message cryptique, apocalyptique. Châtiment pour le péché originel de 1804. Tu enfanteras la bête immonde dans la douleur la plus atroce. Ave César, ceux qui vont mourir te saluent. Césarienne sans anesthésie à l'Hôpital Général pour l'accouchement du nouveau Néron sous les regards satisfaits des infirmiers en bleu de Baby Doc.

Ce que l'on considérait hier encore comme une fanfaronnade d'ivrogne et de drogué est devenu aujourd'hui brutale réalité. Une nouvelle secousse dans la spirale musicale de la mort. De la matrice du chaos, est né, le nouvel homme d'airain. Le clairin est tiré de la canne amère, il faut le boire ou le rejeter. Assoiffée de pouvoir, la classe politique est aux abois. Restée sur sa faim, elle attend l'appel Digicel pour vendre aux enchères son âme véritable (l'arbre de la connaissance du Bien et du Mal). Combat épique entre science et conscience. Attentisme et patatisme marchent main dans la main dans le corridor de la tentation. « Mon amour se cacha pour plaire à ta vertu ». Emmène-moi avec toi sur le toit étroit du Palais. Je t'apporterai un pirouli qui te flattera le palais.

L'avocat du Diable, Reynold Georges, ne sait plus où donner de la tête dans l'empire du mal. Slaloms géants sur les charbons ardents de l'incertitude. Clair-obscur. Calculs politiques grandioses mais empiriques. L'opportunisme n'est pas une science exacte. Pile ou face ? Il ne perd jamais la face de Belzébuth. La belle ou la bête ? Il fait la navette entre l'impure et le pire. Valse-hésitation, dénonciations, dissociations et revirements obscènes sur la scène. Coups de foucades. Macarena et Lambada au son cacophonique du Compas. Il faut suivre pas à pas les contorsions et les gesticulations du vainqueur.

Michel Martelly va-t-il assurer l'animation musicale à sa propre cérémonie d'inauguration ? « I don't care. I don't give a damn. » Va-t-il jouer complètement nu comme il l'avait promis dans une interview ? C'est un gouvernement de gros bozos ! Avantages barbe et moustache. Les musiciens chétifs ne seront pas au goût du chef de bande. C'est un gouvernement de braguettes bien remplies et de postérieurs rebondis pour le dur « métier » de durer au pouvoir. Les postulants aux « instruments » dérisoires sont respectueusement priés de rester dans les jupes de leur maman. Photos à l'appui s'il-vous-plaît. Pas le temps de vérifier le bon grain de l'ivraie.

La campagne d'intoxication a marché comme sur des roulettes. Sweet Micky est entré bien poudré, bien maquillé dans le petit manuel d'histoire de Jean-Claude Dorsainvil à travers des élections travesties. Tête de calebasse. Sourire carnassier. Oreilles en trompette. Nez concombre. Moustaches microscopiques de Führer des Tropiques. Smoking rose de fumiste. Pantalette Victoria's Secret. Soutien de l'OEA. Coiffure queue de Mulet. Mélange pestilentiel de parfums Florida et My Dream.



Avec la bénédiction des prêcheurs en eaux troubles, Sweet Micky va présider pendant cinq ans (ou cinq mois, c'est selon)

Tous les pays amis ont leur Histoire d'Haïti, particulièrement les Etats-Unis, la France et le Canada. Par la grâce du dieu dollar, Sweet Micky est devenu Président. Président « constitutionnel » comme dans les notes autobiographiques de Leslie François Manigat. Président d'opérette, Président fantoche ? Règne éphémère des sans mamans ? Trois cabinets ministériels auraient été déjà faits et défaits. Fiévreuse attente sous les tentes du chef suprême et effectif des nouveaux volontaires de l'insécurité nationale. Résurrection de l'Armée défunte. Armée de Zobops. Armée de Zombis en kaki.

Promesse électorale : une petite voiture blindée pour chaque jeune haïtien. Protection assurée contre les balles assassines et les tessons de bouteilles qui ont failli emporter Wyclef Jean au pays sans chapeau. La main enveloppée du drapeau national (en guise de pansement), notre futur Président est devenu la risée de la presse internationale. Je panse, donc je suis. C'est toute une nouvelle ère qui commence dans l'aire du Bicentenaire. La descente indécente aux enfers. Pendant que je lisais L'amour aux Temps du Choléra de Gabriel Garcia Marquez, j'ai négligé La Chronique d'une Mort Annoncée et L'Automne du Patriarche. Pour qui et pourquoi sonne le glas. Serait-ce le bal ou la balle des adieux ?

On dit qu'il est devenu impossible de trouver un cireur de bottes à Port-au-Prince. Ils veulent tous devenir parle/menteurs, Députés ou Sénateurs, en vue de construire 15 kilogrammes de route dans leur section rurale. Aspiration légitime dans un système démocratique. Même son de cloche. Alors, pourquoi les musiciens qui appartiennent à une « caste supérieure », n'aspireraient-ils pas à la reluisante position de Président ? Pourquoi n'auraient-ils pas un pied-à-terre dans les ruines du Palais national ? Bien sûr, les musiciens (qui ont un sens sûr du rythme) commettent parfois quelques erreurs arithmétiques. Comme ces $ 50.000 destinés à bâtir des cahutes pour les victimes du séisme qui se sont volatilisés à Vilaj Vilaj du musicien haï/sien (et québe/quoi ?) Luck Mirvil. L'argent s'est dissipé en vol aller-retour entre nulle part et ailleurs. Pince-sans-rire, Lucky Luck attend une autre contribution de 25 millions de dollars pour commencer à construire des villages fantômes dans le Far West. Ce ne sera pas facile de trouver un « terrain » d'entente avec les bailleurs de fonds et les bailleurs de faim.

Que dire des centaines de milliers de dollars destinés à alléger la douleur des victimes du séisme, qui se sont retrouvés par hasard dans les caisses de la maitresse de Wyclef Jean sous forme de salaire pour droit de cuissage. Que dire des centaines de milliers que Michel Martelly doit aux banques floridiennes dans le cadre de ses tractations immobilières. Le salaire de chef d'état va-t-il lui permettre de s'acquitter de ses dettes ? Le Président du Compas va-t-il être extradé en Floride pour crimes économiques et autres ? Avec l'avènement de Sweet Micky, c'est tout un monde qui finit. Finies les histoires enfantines de Bouki et Malice et de Mickey Mouse. C'est la fin de l'innocence qu'on avait sauvegardée même pendant les heures les plus sombres de la dictature duvaliériste. C'est la fin de tout faux-semblant de décence et de dignité. Le pouvoir en Haïti est devenu un vrai bordel. Un lupanar avec des ampoules roses clignotantes. Gorges Profondes. Prenez La Queue Comme Tout Le Monde. Haïti est capable du meilleur et du pire. Ayant atteint le fond de l'abîme, elle est condamnée à rebondir. Le sursaut national contre l'inacceptable est la seule voie de salut.

Suite de la page (20)

En ses terres
même à l'effritement du vert et du beau
encore elle sauvegarde
ce qu'il reste de volonté
dans la prospection des possibles.

J'ai dans les yeux
les éclats d'une Caraïbe
ton indienne en hauteur sur ses terres
une continentale Américaine en somme
qui me silence sa dictée
jusqu'à la transgression des interdits..

À l'intérieur d'une sonorité à part
je défais les gonds de la retenue
pour mieux ce soir sentir et apprécier
les effets de tes bulles euphoriques

À n'en point douter, il suffit d'être un tantinet à l'écoute pour sentir et apprécier la reptation de cette poésie qui coule, bascule dans une irrégularité régulée, pareille aux ondes sonores en quête de nouvelles lianes à ensorceler. Tout en ouvrant son étendue matérielle cette poésie s'est donnée pour, entre autres tache, de rester à proximité de l'humain, qu'elle valorise et observe.

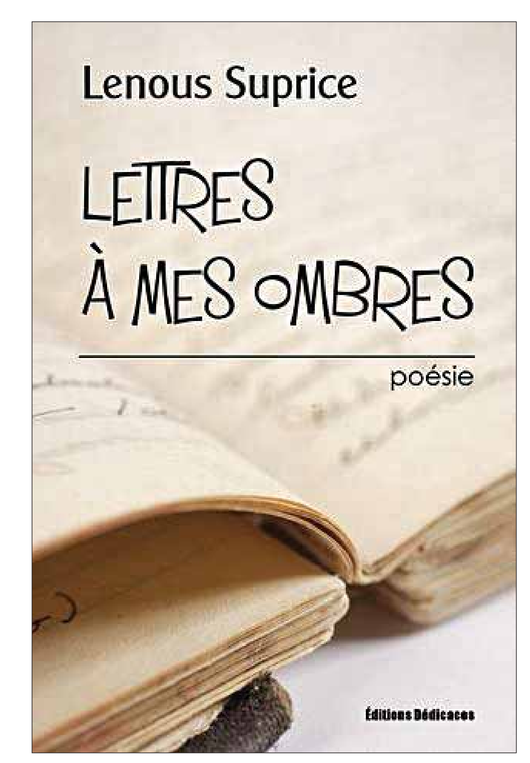
Lettres à mes ombres réapprend à voir les choses et les êtres, autour de soi et surtout son moi propre d'une manière autre. On lit ce recueil de poésie comme on poursuit une quête du beau à la recherche de la vérité, comme une invitation à rééduquer ses yeux en vue d'accéder à une autre dimension du voir et du regarder.

Lettres à mes Ombres; un livre qu'il faut lire absolument.

Prince Guetjens
Critique

Regards Critiques

Lettres à mes Ombres Le dernier recueil de poésies de Lenous Suprice



Au même titre que les autres créateurs, les poètes ne cessent de renforcer le capital du patrimoine culturel haïtien dans le pays et au-delà des frontières. Partout où ils s'exercent, à travers une production souvent inégale, ces artisans de la plume chantent la vie, l'amour, l'amertume, la solitude et *surfer* sur d'autres airs, dans une variété de tournures. Lenouce Suprice fait partie de ceux-là.

Lenouce Suprice n'est pas de la dernière pluie. Né à Fond-des-blancs, Haïti, il vit à Montréal depuis 1976. Il a déjà écrit plusieurs recueils de poèmes dont : *Le Rêverrant*, *Bwamitan*, *En enjambant le vent*, *L'île en pages*, *Rouge cueillaison*, *Fictive Andalouse de ma mémoire*, *Payse au vent*, *Pawoli* et *Ruminations*. Il a également participé à plein de *Salon du livre*. La plupart de ses poèmes sont publiés dans des périodiques et dans des anthologies parues aux Etats Unis d'Amérique, en France et au Canada.

Paru en 2011 sous le label « Editions Dédicaces » le dernier recueil de Lenouce Suprice intitulé *Lettres à mes Ombres,* comporte quatre-vingt pages et autant de poèmes, avec en première de couverture un manuscrit ouvert, jauni par l'usure. Les poèmes sont introduits par deux citations ; l'une de Paul Eluard et l'autre de Octavio Paz, comme pour dire l'orientation que l'auteur a voulu imprimer sur son travail.

Le souffle poétique plutôt intense qui s'empare de l'ouvrage dès les premières envolées est assujetti à un rythme par trop turbulent, écartant ainsi d'un revers de main toute quête d'harmonie.

J'ai furtivement placé ma gourmandise
*Sur une branche qui révélait des cuisses-madame**
Sous le vêtement de courtes feuilles que tu portais
Joueuse de cor à ta manière
Pour mon mélomane attentif.

Puis soudain qui s'éclate
Dans une forêt en flammes
J'ai offert la langoustine de mon bassin-parole
à une mendiante assise en cathédrale
au bord de tes lèvres

On ne retrouve pas dans cette poésie une propension manifeste à représenter le réel sensible, encore moins à être fidèle à une idée ou une manière d'approcher cette réalité. Elle donne plutôt dans la suggestion où le reflet tient lieu de fait dans la transcendance du vécu mis en exergue par la figuration.

Je t'adule
rebelle
mon ombre
tu me repousses
prisonnière.

un désert mène large
au ras de ton bocage.

J'aimerais me poser en lac
dans la sécheresse des lieux
pour que tu t'absinthes un peu moins.

chair de ma rosée
sur ta muette bouture
parfois
est jetée en as de trève
prélude à un joyeux poker.

je traverse incrédule ta villégiature
à cheval sur des rêves bien fortunés
la tête dans des histoires
montagnes qui se déplacent du nord au chaud
et à l'inverse invariable.

Lettres à mes Ombres est dit dans un langage dépouillé, libéré des entraves de la syntaxe qui par moment alourdit la fréquence du verbe. La sonorité avance légère, sobre, dans une lenteur perspicace qui débarrasse le souffle des fatrasies générées par les aléas des proximités.

Prospection (*)

À travers les débris des vagues d'hier
j'ai dans ma confiserie
le goût de ta paysanne insulaire
souvent qui passe dans ma voix.

Suite à la page (19)